

Premier trimestre de 2023



Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2023

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 Information financière intermédiaire.

Bénéfice net 3,2 milliards de dollars <i>Baisse de 22 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 2,29 \$ <i>Baisse de 19 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la DPPC⁽¹⁾ 532 millions de dollars <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 7 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre</i>	RCP⁽²⁾ 12,6 % <i>Baisse par rapport à 17,3 % à l'exercice précédent</i>	Ratio CET1⁽¹⁾ 12,7 % <i>Nettement supérieur au seuil réglementaire</i>
Bénéfice net, exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾ 4,3 milliards de dollars <i>Hausse de 4 % d'un exercice à l'autre</i>	Bénéfice dilué par action, exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾ 3,05 \$ <i>Hausse de 7 % d'un exercice à l'autre</i>	Total de la correction de valeur pour pertes sur prêts⁽¹⁾ 4,5 milliards de dollars <i>Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts en hausse de 3 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	RCP, exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾ 16,8 % <i>Baisse par rapport à 17,3 % à l'exercice précédent</i>	Ratio de levier⁽¹⁾ 4,4 % <i>Inchangé d'un trimestre à l'autre</i>

TORONTO, le 1^{er} mars 2023 — La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3,2 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, soit une baisse de 881 millions, ou 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,29 \$, ayant reculé de 19 % par rapport à cette même période. Exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾ au titre de l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et des autres ajustements fiscaux connexes, le bénéfice net de 4,3 milliards de dollars affiche une hausse de 4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du bénéfice des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine a été contrebalancée en partie par les plus faibles résultats du secteur Assurances.

Les résultats du trimestre à l'étude reflètent également l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'établissant à 25 p.b., attribuable surtout aux dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude en raison principalement des changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, alors que des contrepassations avaient été comptabilisées un an plus tôt. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux a également contribué à cette hausse.

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ s'est élevé à 5,9 milliards de dollars, en hausse de 385 millions, ou 7 %, par rapport à il y a un an, ce qui reflète principalement la progression du revenu net d'intérêt découlant de la hausse des taux d'intérêt et la forte croissance des prêts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. L'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux – Marchés des Capitaux, reflétant l'intensification des activités des clients, a également contribué à la hausse précitée. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts, du fait essentiellement de l'augmentation des salaires, de la rémunération variable et de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des investissements dans la technologie en cours et de l'accroissement des coûts discrétionnaires afin de soutenir la forte croissance attribuable aux clients.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 17 %. Exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾, le bénéfice net est en hausse de 10 %, en raison de l'amélioration des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par les plus faibles résultats des secteurs Assurances et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le rendement des capitaux propres attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établi à 12,6 %, ou 16,8 %, exclusion faite de l'élément spécifié⁽³⁾, reflétant ainsi la forte croissance des capitaux autogénérés. Notre position de capital est demeurée solide, le ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) ayant atteint 12,7 %, soutenant la forte croissance des volumes et le versement de dividendes sur les actions ordinaires de 1,8 milliard de dollars. Nous avons par ailleurs affiché un solide ratio de liquidité à court terme moyen de 130 %.

« Dans un monde complexe et incertain, RBC demeure déterminée à offrir leadership, stabilité et conseils à ses clients et ses collectivités. Comme en attestent nos résultats du premier trimestre, nous gérons le risque avec prudence, tout en assurant une forte croissance des revenus grâce à notre modèle d'affaires diversifié. À l'avenir, les activités de premier ordre de RBC, notre bilan solide et nos avantages stratégiques nous permettront de poursuivre la transformation axée vers l'avenir de notre banque et la création de valeur pour notre clientèle, nos collectivités et nos actionnaires. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de RBC

	Données présentées :		Excluant l'élément spécifié ⁽³⁾ :	
T1 2023 par rapport au T1 2022	- Bénéfice net de 3 214 millions de dollars - Bénéfice dilué par action de 2,29 \$ - RCP de 12,6 % - Ratio CET1 de 12,7 %	↓ 22 % ↓ 19 % ↓ 470 p.b. ↓ 80 p.b.	- Bénéfice net de 4 264 millions de dollars - Résultat dilué par action de 3,05 \$ - RCP de 16,8 %	↑ 4 % ↑ 7 % ↓ 50 p.b.
T1 2023 par rapport au T4 2022	- Bénéfice net de 3 214 millions de dollars - Bénéfice dilué par action de 2,29 \$ - RCP de 12,6 % - Ratio CET1 de 12,7 %	↓ 17 % ↓ 16 % ↓ 300 p.b. ↑ 10 p.b.	- Bénéfice net de 4 264 millions de dollars - Résultat dilué par action de 3,05 \$ - RCP de 16,8 %	↑ 10 % ↑ 11 % ↑ 120 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

(3) Il s'agit d'une mesure hors PCGR calculée exclusion faite d'un élément spécifié. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

(4) Les expressions « nous », « notre » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (3 214 millions de dollars au 31 janvier 2023; 4 095 millions au 31 janvier 2022) avant impôt (2 128 millions au 31 janvier 2023; 1 289 millions au 31 janvier 2022) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (532 millions de dollars au 31 janvier 2023; 105 millions au 31 janvier 2022). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1	Faits saillants du premier trimestre	11	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	40	Gestion des fonds propres
2	Rapport de gestion	14	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	46	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	15	Gestion de patrimoine	46	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	Vue d'ensemble et perspectives	17	Assurances	46	Contrôles et procédures
3	À propos de la Banque Royale du Canada	18	Marchés des Capitaux	46	Transactions entre parties liées
4	Faits saillants financiers et autres	19	Services de soutien généraux	47	Glossaire
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	20	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	50	Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
6	Rendement financier	21	Situation financière	51	États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
6	Vue d'ensemble	21	Bilans résumés	56	Notes annexes (non audité)
11	Résultats des secteurs d'exploitation	22	Arrangements hors bilan	75	Renseignements à l'intention des actionnaires
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	23	Gestion du risque		
		23	Risque de crédit		
		27	Risque de marché		
		31	Risque de liquidité et de financement		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2023 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2022. Le présent rapport de gestion, daté du 28 février 2023, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2022, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, à la clôture attendue de la transaction avec CACEIS, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier et des questions environnementales et sociales ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence, aux modèles et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'immobilier et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite,

l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur le risque de notre rapport annuel 2022.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2022, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 97 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Ainsi, les Services aux investisseurs ont été intégrés dans le secteur Gestion de patrimoine, et les Services de trésorerie et les Services bancaires transactionnels ont été intégrés dans le secteur Marchés des Capitaux. Sur le plan de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs présentés dans le présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Nos secteurs d'exploitation sont décrits ci-dessous.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Ce secteur offre un vaste éventail de produits et services financiers au Canada, dans les Antilles et aux États-Unis. Notre engagement à bâtir et à maintenir des liens étroits et significatifs avec nos clients est mis en relief par l'étendue de notre gamme de produits, nos vastes compétences et les fonctionnalités de nos solutions numériques.
Gestion de patrimoine	Ce secteur offre des services aux clients aisés, fortunés ou ultrafortunés à partir de nos bureaux dans les principaux centres financiers, principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie, y compris une gamme complète de solutions de placement, de services fiduciaires et bancaires, de services de crédit et d'autres solutions axées sur des services-conseils. Nous offrons également aux institutions et aux particuliers des produits de gestion d'actifs par l'entremise de nos réseaux de distribution et de tiers distributeurs. Nous offrons également des services d'administration d'actifs et de paiement à des institutions financières et à des propriétaires d'actifs dans le monde entier.
Assurances	Ce secteur offre, à une clientèle composée de particuliers et d'entreprises, un large éventail de conseils et de solutions en matière d'assurance vie, maladie, habitation, automobile et voyage, de patrimoine, de rentes et de réassurance.
Marchés des Capitaux	Ce secteur offre son expertise en matière de services-conseils, d'origination, de vente et de négociation, de crédit et de financement ainsi que des services bancaires transactionnels, aux sociétés, aux clients institutionnels, aux gestionnaires d'actifs, aux sociétés d'investissement privé et aux gouvernements du monde entier. Nous servons les clients de 63 bureaux situés dans 18 pays en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie, en Asie et dans d'autres régions.
Services de soutien généraux	Ce secteur est composé du groupe Technologie et Exploitation, qui fournit l'infrastructure technologique et opérationnelle nécessaire à la prestation efficace de produits et de services à nos clients, du groupe Fonctions, qui regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales, de même que de notre fonction Trésorerie générale.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022	31 janvier 2022	T1 2023 par rapport au T4 2022	T1 2023 par rapport au T1 2022
Total des revenus	15 094 \$	12 567 \$	13 066 \$	2 527 \$	2 028 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	532	381	105	151	427
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 545	116	997	1 429	548
Frais autres que d'intérêt	7 675	7 209	6 580	466	1 095
Bénéfice avant impôt	5 342	4 861	5 384	481	(42)
Bénéfice net	3 214 \$	3 882 \$	4 095 \$	(668)\$	(881)\$
Bénéfice net, excluant l'élément spécifié (1)	4 264 \$	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 126 \$	2 139 \$	1 974 \$	(13)\$	152 \$
Gestion de patrimoine (2)	848	836	821	12	27
Assurances	148	268	197	(120)	(49)
Marchés des Capitaux (2)	1 223	713	1 122	510	101
Services de soutien généraux	(1 131)	(74)	(19)	(1 057)	(1 112)
Bénéfice net	3 214 \$	3 882 \$	4 095 \$	(668)\$	(881)\$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,29 \$	2,75 \$	2,84 \$	(0,46)\$	(0,55)\$
– dilué	2,29	2,74	2,84	(0,45)	(0,55)
Bénéfice par action – de base, excluant l'élément spécifié (1)	3,05	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
– dilué, excluant l'élément spécifié (1)	3,05	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	12,6 %	15,6 %	17,3 %	(300)p.b.	(470)p.b.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant l'élément spécifié (1)	16,8 %	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	99 700 \$	97 150 \$	92 450 \$	2 550 \$	7 250 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (4)	1,47 %	1,56 %	1,39 %	(9)p.b.	8 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,18 %	0,05 %	7 p.b.	20 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	0,06 %	(0,04)%	2 p.b.	12 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,17 %	0,12 %	0,09 %	5 p.b.	8 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,31 %	0,26 %	0,28 %	5 p.b.	3 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (5)	130 %	125 %	124 %	500 p.b.	600 p.b.
Ratio de liquidité à long terme (5)	112 %	112 %	113 %	– p.b.	(100)p.b.
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (6)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	12,7 %	12,6 %	13,5 %	10 p.b.	(80)p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,9 %	13,8 %	14,8 %	10 p.b.	(90)p.b.
Ratio du total des fonds propres	15,7 %	15,4 %	16,6 %	30 p.b.	(90)p.b.
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	4,8 %	– p.b.	(40)p.b.
Ratio TLAC (6)	28,2 %	26,4 %	26,4 %	180 p.b.	180 p.b.
Ratio de levier TLAC (6)	9,0 %	8,5 %	8,5 %	50 p.b.	50 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 933 019 \$	1 917 219 \$	1 752 469 \$	15 800 \$	180 550 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	320 553	318 223	303 095	2 330	17 458
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	823 794	819 965	740 031	3 829	83 763
Actifs liés aux dérivés	130 120	154 439	92 319	(24 319)	37 801
Dépôts	1 203 842	1 208 814	1 142 842	(4 972)	61 000
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	100 363	100 746	94 469	(383)	5 894
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	614 250	609 879	569 285	4 371	44 965
Biens sous gestion (4)	1 051 300	999 700	1 021 500	51 600	29 800
Biens administrés (4), (8)	5 780 100	5 649 700	6 445 900	130 400	(665 800)
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 382 754	1 386 925	1 421 807	(4 171)	(39 053)
– moyenne diluée	1 384 536	1 388 548	1 424 602	(4 012)	(40 066)
– à la fin de la période	1 382 818	1 382 911	1 416 020	(93)	(33 202)
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,32 \$	1,28 \$	1,20 \$	0,04 \$	0,12 \$
Rendement de l'action (4)	4,0 %	4,0 %	3,5 %	– p.b.	50 p.b.
Ratio de distribution (4)	58 %	47 %	42 %	1 100 p.b.	1 600 p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	136,16 \$	126,05 \$	144,93 \$	10,11 \$	(8,77)\$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	188 284	174 316	205 224	13 968	(16 940)
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	92 662	91 427	85 211	1 235	7 451
Nombre de succursales	1 265	1 271	1 287	(6)	(22)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 363	4 368	4 368	(5)	(5)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,745	0,739	0,787	0,006	(0,042)
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,752	0,734	0,787	0,018	(0,035)

- Il s'agit d'une mesure hors PCGR calculée de manière à exclure l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et d'autres ajustements fiscaux connexes. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.
- Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards (15 milliards et 6 milliards au 31 octobre 2022; 15 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2022).
- Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.
- s.o. sans objet

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 28 février 2023

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Le taux de chômage est demeuré très faible dans bon nombre de pays développés, et les pénuries de main-d'œuvre limitent les possibilités d'augmenter davantage la production en plus d'accroître les salaires. Nous nous attendons toutefois à ce que les taux de chômage augmentent sous l'effet des hausses des taux d'intérêt et de la flambée de l'inflation qui contribuent à freiner la croissance. Les pressions inflationnistes à l'échelle mondiale se sont allégées, le prix des principaux produits de base et les coûts de transport ayant reculé par rapport aux sommets atteints plus tôt dans l'année civile 2022, et l'éventail des biens et services touchés par cette inflation galopante commence déjà à rétrécir. Les banques centrales de la plupart des pays développés ont probablement apporté leurs dernières hausses de taux d'intérêt, ou sont sur le point de le faire. Cela dit, l'effet des hausses de taux d'intérêt musclées de l'année civile 2022 continuera d'accroître les coûts d'emprunt des ménages et des entreprises pendant l'année civile 2023. Les économies des États-Unis, du Canada et du Royaume-Uni devraient connaître des récessions modérées au cours de l'année civile 2023. Le PIB de la zone euro devrait augmenter, mais à faible régime, au cours de l'année civile 2023, la hausse des taux d'intérêt venant s'ajouter à l'inflation et aux bouleversements causés par la guerre en Ukraine.

Canada

Le PIB du Canada devrait reculer de 0,5 %¹ au premier trimestre de l'année civile 2023, après une hausse prévue de 1,5 %¹ au dernier trimestre de l'année civile 2022. La Banque du Canada ne devrait plus relever ses taux d'intérêt après la hausse de 25 points de base du taux de financement à un jour, qui est passé à 4,50 % en janvier. L'inflation demeure élevée, mais elle commence à montrer des signes d'essoufflement, les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales s'étant atténuées et l'éventail des produits touchés par les pressions inflationnistes ayant rétréci. Cela dit, l'effet décalé des hausses cumulatives de 425 points de base du taux de financement à un jour de la Banque du Canada au cours de la dernière année freinera les dépenses des ménages et des entreprises au cours de l'année civile 2023. Le marché de l'emploi demeure tendu, l'offre d'emplois étant élevée et le taux de chômage s'approchant de son plus faible niveau depuis des décennies. Le taux de chômage devrait augmenter, alors que la hausse des coûts du service de la dette des ménages, la croissance de l'indice des prix à la consommation et la baisse des prix des maisons devraient affaiblir la confiance et le pouvoir d'achat des ménages. Nous nous attendons à ce que le PIB recule encore de 1,0 %¹ au deuxième trimestre de l'année civile 2023, pour ensuite afficher de nouveau une croissance positive pendant le deuxième semestre de l'année civile 2023, propulsé en partie par une forte croissance de l'immigration et de la population.

États-Unis

Le PIB des États-Unis devrait demeurer stable au premier trimestre de l'année civile 2023, après une hausse de 2,9 %¹ au quatrième trimestre de l'année civile 2022. L'économie devrait glisser en terrain légèrement récessionniste au deuxième trimestre de l'année civile 2023. Le taux de chômage demeure très faible, s'établissant à 3,4 % en janvier 2023, mais devrait augmenter à mesure que la hausse des taux d'intérêt comprimera le PIB. L'offre d'emplois aux États-Unis affiche un recul par rapport aux sommets atteints au début de l'année civile 2022, et la croissance des salaires commence à montrer des signes de ralentissement. Le taux d'inflation affiche un recul significatif, du fait de la résorption des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et à la baisse du prix de l'essence. L'inflation est moins généralisée. La Réserve fédérale devrait de nouveau relever la cible de taux des fonds fédéraux de 25 points de base, portant le taux dans une fourchette de 4,75 % à 5,0 % d'ici la fin du premier trimestre de l'année civile 2023, après quoi des baisses de taux graduelles sont prévues à compter du quatrième trimestre de l'année civile 2023. Le PIB devrait renouer avec la croissance, mais à faible taux, au quatrième trimestre de l'année civile 2023.

Europe

Le PIB de la zone euro devrait afficher une légère croissance, de 0,1 %, au premier trimestre de l'année civile 2023 et d'un taux similaire au deuxième trimestre de l'année civile 2023, après une augmentation de 0,1 % au quatrième trimestre de l'année civile 2022. La croissance du PIB devrait se raffermir au deuxième semestre de l'année civile 2023. Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne relève le taux de dépôt pour le porter à 3,25 % au deuxième trimestre de l'année civile 2023 afin de contrer la flambée de l'inflation. Le PIB du Royaume-Uni devrait demeurer stable au quatrième trimestre de 2022, pour ensuite reculer de 0,3 % au premier trimestre de l'année civile 2023. Le taux d'emploi demeure à un creux historique. Le taux d'inflation au Royaume-Uni a probablement déjà atteint un sommet, mais demeure nettement au-dessus de la cible de la Banque d'Angleterre. La Banque d'Angleterre a relevé le taux bancaire de 50 points de base en février, et nous nous attendons à une autre hausse de 25 points de base en mars, ce qui le portera à 4,25 %. L'économie du Royaume-Uni devrait afficher une légère croissance au deuxième semestre de l'année civile 2023.

Marchés financiers

Le rendement des obligations a légèrement diminué dans les derniers mois, certains signes laissant supposer que les pressions inflationnistes à l'échelle mondiale pourraient avoir atteint des sommets et les prix de marché ayant commencé à intégrer les baisses de taux futures des banques centrales. L'écart entre les rendements des obligations à long terme et ceux à

¹ Taux annualisé

court terme, qui est un indicateur de récession couramment utilisé, a poursuivi son inversion et affiche des valeurs fortement négatives aux États-Unis et au Canada. Les marchés boursiers demeurent bien en deçà des niveaux atteints à la fin de l'année civile 2021, mais ont progressé par rapport aux creux atteints dans l'année civile 2022.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2022 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitudes à l'échelle mondiale

Les pressions inflationnistes et commerciales, les tensions géopolitiques et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement suscitent une grande incertitude et menacent les perspectives économiques mondiales. En janvier 2023, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 2,9 % pour l'année civile 2023, soit 0,2 % de plus que ce qu'il avait prévu en octobre, en raison notamment de l'abandon par la Chine de sa politique « zéro COVID ». Il subsiste toutefois une incertitude quant à l'ampleur et à la durée du resserrement des politiques monétaires des banques centrales, à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, à l'inflation élevée persistante, à la capacité des économies à l'échelle mondiale de résister à une autre crise sanitaire, et aux tensions géopolitiques actuelles, y compris le conflit qui perdure entre la Russie et l'Ukraine. Même si l'issue de cette guerre est toujours incertaine, notre exposition est extrêmement limitée dans ces pays puisque nous n'y menons aucune activité, ce qui rend compte de notre stratégie et de notre appétit pour le risque. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 214 millions de dollars, en baisse de 881 millions, ou 22 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,29 \$, ayant reculé de 0,55 \$, ou 19 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,6 %, en baisse par rapport à 17,3 % un an plus tôt. Notre ratio CET1 s'est établi à 12,7 %, ayant fléchi de 80 p.b. sur un an.

Exclusion faite de l'élément spécifié au titre de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes décrits ci-après, le bénéfice net s'est dégagé à 4 264 millions de dollars, en hausse de 169 millions, ou 4 %, par rapport à il y a un an. Exclusion faite de l'élément spécifié, le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,05 \$, ayant progressé de 0,21 \$, ou 7 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,8 %, en baisse par rapport à 17,3 % un an plus tôt.

Notre bénéfice a reculé par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'élément spécifié, lequel est présenté dans le secteur Services de soutien généraux. Exclusion faite de l'incidence de l'élément spécifié, le bénéfice net a augmenté par rapport à il y a un an, en raison de la hausse des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, hausse qui a été contrebalancée en partie par les plus faibles résultats du secteur Assurances.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net, au montant de 3 214 millions de dollars, s'est comprimé de 668 millions, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,29 \$, ayant baissé de 0,45 \$, ou 16 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 12,6 %, affichant un recul par rapport à celui de 15,6 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 12,7 % a augmenté de 10 p.b. en regard du trimestre précédent.

Exclusion faite de l'élément spécifié, le bénéfice net de 4 264 millions de dollars a augmenté de 382 millions, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite de l'élément spécifié, le bénéfice dilué par action s'est établi à 3,05 \$, ayant progressé de 0,31 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,8 %, en hausse par rapport à celui de 15,6 % du trimestre précédent.

Notre bénéfice a reculé par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'élément spécifié, lequel est présenté dans le secteur Services de soutien généraux. Exclusion faite de l'incidence de l'élément spécifié, le bénéfice net a augmenté par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, hausse qui a été contrebalancée en partie par les plus faibles résultats des secteurs Assurances et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Élément spécifié

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, nos résultats reflètent l'incidence du DRC ainsi que l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt des sociétés canadiennes applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé, mesure qui a été annoncée dans le budget de 2022 du gouvernement du Canada et appliquée au cours du trimestre considéré, qui s'est traduite par une augmentation de l'impôt sur le résultat et une réduction du bénéfice net de 1 050 millions de dollars (après impôt). Les résultats présentés exclusion faite de cet élément spécifié sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2023 par rapport au T1 2022	T1 2023 par rapport au T4 2022
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	215 \$	30 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	(1)
Frais autres que d'intérêt	122	29
Impôt sur le résultat	8	—
Bénéfice net	79	2
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	0,06 \$	— \$
Dilué	0,06	—

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
Dollar américain	0,745	0,739	0,787
Livre sterling	0,612	0,648	0,586
Euro	0,698	0,746	0,695

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
Revenu d'intérêt et de dividende	19 337 \$	14 898 \$	7 378 \$
Charge d'intérêt	13 135	8 616	2 107
Revenu net d'intérêt	6 202 \$	6 282 \$	5 271 \$
Marge nette d'intérêt	1,47 %	1,56 %	1,39 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 891 \$	644 \$	1 399 \$
Revenus tirés des activités de négociation	1 069	451	314
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 056	1 900	1 961
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 015	1 010	1 165
Commissions de courtage en valeurs mobilières	361	349	399
Frais bancaires	511	512	485
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	512	481	701
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	433	266	271
Revenus sur cartes	325	310	291
Commissions de crédit	379	337	476
Profits nets sur les titres de placement	53	(23)	15
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	29	24	29
Autres	258	24	289
Revenus autres que d'intérêt	8 892	6 285	7 795
Total des revenus	15 094 \$	12 567 \$	13 066 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation			
Revenu net d'intérêt (1)	186 \$	403 \$	625 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 069	451	314
Total des revenus tirés des activités de négociation	1 255 \$	854 \$	939 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total des revenus a augmenté de 2 028 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt et des revenus tirés des activités de négociation. La hausse des primes d'assurance, des revenus de placement et honoraires (revenus d'assurance) et les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils et des revenus tirés des fonds communs de placement.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 931 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement de l'élargissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, et de la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et des revenus tirés des dérivés non détenus à des fins de transaction, qui sont compensés dans les Autres revenus, tous deux dans le secteur Marchés des Capitaux.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 8 p.b. par rapport à il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence favorable de la hausse des taux d'intérêt sur nos secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ce qui a été annulé en partie par l'accroissement des coûts de financement du secteur Marchés des Capitaux, les revenus tirés des activités de négociation ayant été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt.

Les revenus d'assurance ont progressé de 492 millions de dollars, ou 35 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des ventes de rentes collectives.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 755 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions, attribuable à l'intensification des activités des clients.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont progressé de 162 millions de dollars, ou 60 %, du fait principalement des profits de change associés à certains financements libellés en monnaies étrangères, qui ont été compensés par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont reculé de 150 millions de dollars, ou 13 %, en raison principalement de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant essentiellement des conditions de marché défavorables du secteur Gestion de patrimoine, et de la diminution de la moyenne des soldes de fonds communs de placement, laquelle s'est traduite par une réduction des frais de placement du secteur Services bancaires canadiens.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont contractés de 189 millions de dollars, ou 27 %, à cause surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans toutes les régions.

Les autres revenus se sont repliés de 31 millions de dollars, ou 11 %. L'incidence défavorable des couvertures économiques a été en grande partie neutralisée par les profits sur les dérivés non détenus à des fins de transaction, qui ont été compensés dans le revenu net d'intérêt, et par les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total des revenus s'est accru de 2 527 millions de dollars, ou 20 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la montée des revenus d'assurance, des revenus tirés des activités de négociation et des autres revenus. La hausse des revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, et des commissions de gestion de placements et de services de garde ont également contribué à cet accroissement.

Les revenus d'assurance se sont accrus de 1 247 millions de dollars, ce qui tient surtout à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La hausse des ventes de rentes collectives et les profits réalisés sur les placements au cours du trimestre à l'étude a également contribué à cet accroissement.

Les revenus tirés des activités de négociation ont progressé de 618 millions de dollars, en raison surtout de la progression des revenus tirés de la négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 156 millions de dollars, ou 8 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de RBC Brewin Dolphin.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont augmenté de 167 millions de dollars, ou 63 %, du fait principalement des profits de change associés à certains financements libellés en monnaies étrangères, qui ont été compensés par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus.

Les autres revenus se sont accrus de 234 millions de dollars, ce qui tient en grande partie aux variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt, et aux profits sur nos portefeuilles d'activités autres que de négociation, qui ont été compensés dans les revenus autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des couvertures économiques.

Dotation à la provision pour pertes de crédit ⁽¹⁾

	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	140 \$	56 \$	(63) \$
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	24	52	(13)
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	9	18	(4)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	173	126	(80)
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	262 \$	232 \$	191 \$
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	42	11	1
Marchés des Capitaux ⁽²⁾	53	11	(12)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	357	254	180
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	530	380	100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽³⁾	2	1	5
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	532 \$	381 \$	105 \$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	134 \$	82 \$	(58) \$
Prêts de gros	39	44	(22)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	173	126	(80)
Prêts de détail	239	201	138
Prêts de gros	118	53	42
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	357	254	180
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	530 \$	380 \$	100 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,18 %	0,05 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,17 %	0,12 %	0,09 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement les dotations pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 427 millions de dollars par rapport à il y a un an, ce qui rend principalement compte de l'accroissement des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le contraste entre les dotations constituées au cours du trimestre à l'étude et les contrepassations de l'exercice précédent dans les secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux a également contribué à cette augmentation. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 20 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 173 millions de dollars, comparativement à (80) millions il y a un an, ce qui tient essentiellement aux changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit, principalement dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, et plus particulièrement dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 177 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des dotations dans nos portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens. Les dotations constituées au cours du trimestre à l'étude dans le secteur Marchés des Capitaux, principalement pour les secteurs d'activité des télécommunications et médias et des biens de consommation de base, et l'augmentation des dotations du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement pour les secteurs d'activité des autres services et de la consommation discrétionnaire, ont également contribué à la hausse.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 151 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de l'accroissement des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 7 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 47 millions de dollars, ou 37 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, la dotation du trimestre précédent ayant reflété l'incidence des contrepassations de dotations de nos portefeuilles du secteur Services bancaires dans les Antilles du fait de la relance postpandémique et de l'actualisation des modèles. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des dotations du secteur Gestion de patrimoine, surtout dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui reflète l'incidence moindre des changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 103 millions de dollars, ou 41 %, ce qui témoigne en grande partie de l'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux dans quelques secteurs d'activité, y compris celui des télécommunications et médias. Cette augmentation est également attribuable à l'accroissement des dotations du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement dans les secteurs d'activité des autres services et de la consommation discrétionnaire, et dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 548 millions de dollars, ou 55 %, sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les revenus. La baisse de la sinistralité favorable liée aux placements et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité conclus un an plus tôt ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul des ventes de rentes collectives et l'amélioration de la sinistralité, principalement pour les produits de rétrocession vie.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 429 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les revenus. Les changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles durant le trimestre précédent, particulièrement les changements en lien avec la conjoncture économique, ont également contribué à cette augmentation.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
Salaires	2 037 \$	1 935 \$	1 748 \$
Rémunération variable	2 025	1 959	1 941
Avantages du personnel et conservation du personnel	544	486	549
Rémunération fondée sur des actions	270	3	47
Ressources humaines	4 876	4 383	4 285
Matériel	569	571	501
Frais d'occupation	411	401	386
Communications	282	319	228
Honoraires	404	472	319
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	369	354	337
Autres	764	709	524
Frais autres que d'intérêt	7 675 \$	7 209 \$	6 580 \$
Ratio d'efficacité ⁽¹⁾	50,8 %	57,4 %	50,4 %
Ratio d'efficacité, exclusion faite de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance ⁽²⁾	53,2 %	55,4 %	48,8 %

(1) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure exclut les fluctuations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance du total des revenus. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 1 095 millions de dollars, ou 17 %, sur un an, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel et à la technologie et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus. L'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, l'incidence du change et de la contrepassation d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) dans le trimestre correspondant de l'exercice précédent ont également favorisé la hausse précitée.

Notre ratio d'efficacité a augmenté de 40 p.b., pour s'établir à 50,8 %, contre 50,4 % un an plus tôt. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité a progressé de 440 p.b. pour s'établir à 53,2 %, contre 48,8 % un an auparavant.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 466 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus. L'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, ainsi que l'augmentation des coûts liés au personnel, résultant essentiellement d'une augmentation saisonnière de la rémunération, ont également contribué à cette augmentation.

Notre ratio d'efficacité a reculé de 660 p.b. pour s'établir à 50,8 %, contre 57,4 % au trimestre précédent. Compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, notre ratio d'efficacité de 53,2 % a reculé de 220 p.b. par rapport à celui de 55,4 % du trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
Impôt sur le résultat	2 128 \$	979 \$	1 289 \$
Bénéfice avant impôt	5 342	4 861	5 384
Taux d'imposition effectif	39,8 %	20,1 %	23,9 %
Taux d'imposition effectif, excluant l'élément spécifié ⁽¹⁾	20,2 %	s.o.	s.o.

(1) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure a été ajustée en excluant l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
s.o. sans objet

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

La charge d'impôt s'est alourdie de 839 millions de dollars, ou 65 %, et le taux d'imposition effectif de 39,8 % est en hausse de 15,9 % par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de l'incidence du DRC et de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt des sociétés canadiennes applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé, mesure qui a été annoncée dans le budget de 2022 du gouvernement du Canada et appliquée au cours du trimestre considéré. Ce facteur a été contrebalancé en partie par l'incidence de changements dans la composition du bénéfice. Exclusion faite de l'élément spécifié, notre taux d'imposition effectif de 20,2 % est en baisse de 370 p.b. par rapport au taux de 23,9 % il y a un an, ce qui s'explique principalement par les changements dans la composition du bénéfice.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

La charge d'impôt a augmenté de 1 149 millions de dollars, et le taux d'imposition effectif de 39,8 % est en hausse de 19,7 % par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'élément spécifié décrit ci-dessus. Exclusion faite de l'élément spécifié, notre taux d'imposition effectif de 20,2 % est en hausse de 10 p.b. par rapport au taux de 20,1 % au trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif, excluant l'élément spécifié indiqué ci-dessus, est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada. Outre les changements requis pour refléter la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle, nos principales méthodes et hypothèses demeurent inchangées par rapport au 31 octobre 2022.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos						le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
	le 31 janvier 2023							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 113 \$	836 \$	147 \$	1 210 \$	(1 138)\$	3 168 \$	3 809 \$	4 039 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	28 100	24 650	2 050	28 200	16 700	99 700	97 150	92 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,8 %	13,5 %	28,6 %	17,0 %	n.s.	12,6 %	15,6 %	17,3 %

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2022. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats excluant un élément spécifié

Nous sommes d'avis que la communication de résultats et de certaines mesures qui ne tiennent pas compte de l'élément spécifié décrit ci-après améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, nos résultats ont été touchés par l'élément spécifié suivant :

- le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Vue d'ensemble – Élément spécifié, et à la note 9 de nos états financiers résumés.

Le tableau qui suit présente nos résultats consolidés ainsi que certaines mesures, exclusion faite de l'élément spécifié. Les résultats et mesures excluant l'élément spécifié présentés ci-après sont des mesures hors PCGR.

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 janvier 2023		
	Élément exclu		
	Incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes (2)		
	Tel que présenté	Excluant l'élément spécifié	
Total des revenus	15 094 \$	– \$	15 094 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	532	–	532
Frais autres que d'intérêt	7 675	–	7 675
Impôt sur le résultat	2 128	(1 050)	1 078
Bénéfice net	3 214 \$	1 050 \$	4 264 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 168	1 050	4 218
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 382 754		1 382 754
Bénéfice par action – de base (en dollars)	2,29 \$	0,76 \$	3,05 \$
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires (en milliers)	1 384 536		1 384 536
Bénéfice par action – dilué (en dollars)	2,29 \$	0,76 \$	3,05 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	12,6 %	4,2 %	16,8 %
Taux d'impôt effectif	39,8 %	(19,6)%	20,2 %

(1) Il n'y avait aucun élément spécifié pour les trimestres clos le 31 janvier 2022 et le 31 octobre 2022.

(2) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. Ils ne tiennent pas compte d'un montant de 0,2 milliard de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance

Notre ratio d'efficacité est touché par la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, présentée dans les revenus et compensée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est un ratio hors PCGR et il est calculé au moyen du total des revenus excluant l'incidence de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, qui est une mesure hors PCGR. Nous estimons que le ratio d'efficacité excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité du total des revenus susceptible de masquer les tendances quant au rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Le tableau suivant présente les calculs de notre ratio d'efficacité consolidé, compte non tenu de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos								
	le 31 janvier 2023			le 31 octobre 2022			le 31 janvier 2022		
	Élément exclu			Élément exclu			Élément exclu		
	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Données présentées	Variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance	Excluant la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance
Total des revenus	15 094 \$	(663)\$	14 431 \$	12 567 \$	440 \$	13 007 \$	13 066 \$	430 \$	13 496 \$
Frais autres que d'intérêt	7 675	–	7 675	7 209	–	7 209	6 580	–	6 580
Ratio d'efficacité	50,8 %		53,2 %	57,4 %		55,4 %	50,4 %		48,8 %

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2023	31 octobre 2022	31 janvier 2022
Revenu net d'intérêt	4 007 \$	3 901 \$	3 229 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 534	1 518	1 574
Total des revenus	5 541	5 419	4 803
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	141	56	(60)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	260	230	189
Dotation à la provision pour pertes de crédit	401	286	129
Frais autres que d'intérêt	2 229	2 270	2 022
Bénéfice avant impôt	2 911	2 863	2 652
Bénéfice net	2 126 \$	2 139 \$	1 974 \$
Revenus par secteur d'activité			
Services bancaires canadiens	5 284 \$	5 179 \$	4 598 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	257	240	205
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,8 %	30,5 %	29,8 %
Marge nette d'intérêt	2,76 %	2,72 %	2,41 %
Ratio d'efficience	40,2 %	41,9 %	42,1 %
Levier d'exploitation (1)	5,2 %	8,9 %	3,1 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	575 900 \$	569 000 \$	530 800 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	581 800	574 300	534 400
Moyenne des dépôts	579 800	570 200	539 300
Biens administrés (2)	349 600	336 400	371 100
Moyenne des biens administrés	343 500	338 300	372 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,18 %	0,16 %	0,14 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens			
Bénéfice net	2 056 \$	1 999 \$	1 914 \$
Marge nette d'intérêt	2,73 %	2,70 %	2,41 %
Ratio d'efficience	39,0 %	40,3 %	40,8 %
Levier d'exploitation	5,1 %	9,2 %	2,8 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 6 milliards au 31 janvier 2023 (15 milliards et 6 milliards au 31 octobre 2022; 15 milliards et 3 milliards au 31 janvier 2022).

Rendement financier

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est raffermi de 152 millions de dollars, ou 8 %, sur un an, en raison essentiellement de la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle reflète l'amélioration des écarts et la hausse de la croissance moyenne des volumes de 8 % du secteur Services bancaires canadiens. Cette hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et des coûts liés au personnel, la diminution des soldes des fonds communs de placement ayant entraîné une réduction des frais de placement, ainsi que la hausse du taux d'imposition effectif attribuable à l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt des sociétés au Canada.

Le total des revenus a augmenté de 738 millions de dollars, ou 15 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 686 millions de dollars, ou 15 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et une croissance moyenne des volumes de 9 % pour ce qui est des prêts et de 8 % dans le cas des dépôts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution des soldes moyens des fonds communs de placement, laquelle s'est traduite par une diminution des frais de placement, et l'incidence des profits réalisés sur les activités de titrisation de prêts hypothécaires commerciaux au cours de l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis sont en hausse de 52 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'amélioration des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 35 p.b. en raison surtout des répercussions des hausses des taux d'intérêt, compensées en partie par des changements dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 272 millions de dollars, en raison essentiellement des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude, qui contrastent avec les contrepassations de l'exercice précédent, principalement dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, du fait des changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, a également contribué à cette augmentation, ce qui a entraîné une hausse de 4 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 207 millions de dollars, ou 10 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi que des frais de commercialisation.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est affaibli de 13 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de l'accroissement de la dotation pour pertes de crédit, lequel a été contrebalancé en partie par la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts.

Le total des revenus a progressé de 122 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 4 p.b., en raison principalement de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, laquelle a été atténuée par des modifications à la combinaison de produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 115 millions de dollars, ou 40 %, en raison principalement de la hausse des dotations liées aux prêts productifs de nos portefeuilles des Services bancaires aux Antilles, le trimestre précédent rendant compte des contrepassations attribuables à la reprise postpandémique et à l'actualisation des modèles. L'accroissement des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans les portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, a également contribué à cette augmentation, ce qui a entraîné une hausse de 2 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 41 millions de dollars, ou 2 %, ce qui est imputable en grande partie à l'incidence du calendrier des honoraires et des frais de commercialisation, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés au personnel.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2023	31 octobre 2022 (1)	31 janvier 2022 (1)
Revenu net d'intérêt	1 225 \$	1 210 \$	853 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 360	3 098	3 165
Total des revenus	4 585	4 308	4 018
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	24	52	(13)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	42	11	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit	66	63	(12)
Frais autres que d'intérêt	3 434	3 174	2 944
Bénéfice avant impôt	1 085	1 071	1 086
Bénéfice net	848 \$	836 \$	821 \$
Revenus par secteur d'activité			
Gestion de patrimoine – Canada	1 111 \$	1 095 \$	1 072 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	2 128	2 068	1 727
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 585	1 529	1 359
Gestion mondiale d'actifs	683	644	736
Gestion de patrimoine – International	288	169	78
Services aux investisseurs (2)	375	332	405
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,5 %	14,8 %	16,7 %
Marge nette d'intérêt	2,63 %	2,77 %	2,06 %
Marge avant impôt (3)	23,7 %	24,9 %	27,0 %
Nombre de conseillers (4)	6 199	6 158	5 564
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	185 200 \$	173 100 \$	164 100 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	122 300	120 100	102 300
Moyenne des dépôts	185 600	195 300	203 900
Biens administrés (5)	5 412 000	5 294 800	6 057 600
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	713 100	700 100	712 700
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (5)	536 100	513 700	560 800
Services aux investisseurs (5)	3 974 100	3 906 900	4 716 500
Biens sous gestion (5)	1 042 900	991 500	1 013 100
Moyenne des biens administrés	5 423 100	5 454 500	6 010 400
Moyenne des biens sous gestion	1 027 300	942 000	1 021 200
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,13 %	0,04 %	0,00 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2023 par rapport au T1 2022	T1 2023 par rapport au T4 2022
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	95 \$	22 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	3	(1)
Frais autres que d'intérêt	75	20
Bénéfice net	13	3
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(5)%	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	4 %	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	– %	(6)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons conclu un accord définitif en vue de la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.

(5) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est renforcé de 27 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la progression du revenu net d'intérêt attribuable à la hausse des taux d'intérêt, qui s'est également traduite par une augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage. La hausse des revenus tirés des transactions a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients principalement attribuable à des conditions de marché défavorables, l'incidence de la contrepassation d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, ainsi que l'accroissement des coûts liés au personnel.

Le total des revenus a progressé de 567 millions de dollars, ou 14 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont raffermis de 39 millions de dollars, ou 4 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt qui a découlé de la montée des taux d'intérêt, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse du volume des dépôts, ainsi que la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle tient principalement à des conditions de marché défavorables.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 401 millions de dollars, ou 23 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 226 millions, ou 17 %, ce qui s'explique surtout par la progression du revenu net d'intérêt attribuable à la hausse des taux d'intérêt, qui s'est également traduite par une augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage. La hausse des revenus tirés des transactions a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients principalement attribuable à des conditions de marché défavorables.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont diminué de 53 millions de dollars, ou 7 %, ce qui a découlé essentiellement de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients principalement attribuable à des conditions de marché défavorables. Cette diminution a été contrebalancée en partie par les variations de la juste valeur des investissements en capital de démarrage.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont accrus de 210 millions de dollars du fait principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin, et d'une hausse du revenu net d'intérêt attribuable à la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont diminué de 30 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du recul du revenu net d'intérêt, lequel est principalement attribuable à la baisse du volume des dépôts, et de la baisse des revenus liés aux services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des revenus tirés des transactions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 66 millions de dollars, contre (12) millions de dollars un an plus tôt, et ce, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui tient essentiellement à l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans les secteurs d'activité des autres services et de la consommation discrétionnaire, ce qui a accru de 13 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Le contraste entre les dotations constituées au titre des prêts productifs au cours du trimestre à l'étude et les contrepassations de l'exercice précédent, lesquelles rendent compte principalement des changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques, a également contribué à l'augmentation précitée.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 490 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, et de l'incidence de la contrepassation d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'incidence du change ainsi que la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie ont également contribué à l'augmentation précitée.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net a monté de 12 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la progression des revenus tirés des transactions, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés au personnel résultant essentiellement d'une augmentation saisonnière de la rémunération.

Le total des revenus s'est amélioré de 277 millions de dollars, ou 6 %, en raison essentiellement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et de la hausse des revenus tirés des transactions. L'incidence du change ainsi que la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la hausse des taux d'intérêt ont également favorisé cette amélioration.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 3 millions de dollars, ou 5 %, en raison de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), surtout dans les secteurs d'activité des autres services et de la consommation discrétionnaire, ce qui a accru de 9 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Ce facteur a été contrebalancé en grande partie par la baisse des dotations liées aux prêts productifs dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), laquelle reflète l'incidence réduite des changements défavorables de nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 260 millions de dollars, ou 8 %, sous l'effet surtout de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, ainsi que de la hausse des coûts liés au personnel et de la rémunération variable résultant essentiellement d'une augmentation saisonnière de la rémunération. L'augmentation des frais d'ordre réglementaire annuels et l'incidence du change ont également accentué cet accroissement.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2023	31 octobre 2022	31 janvier 2022
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	1 042 \$	908 \$	1 599 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	798	(334)	(252)
Honoraires	51	70	52
Total des revenus	1 891	644	1 399
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 465	42	914
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	80	74	83
Frais autres que d'intérêt	156	157	147
Bénéfice avant impôt	190	371	255
Bénéfice net	148 \$	268 \$	197 \$
Revenus par secteur d'activité			
Assurances – Canada	1 297 \$	(130)\$	693 \$
Assurances – International	594	774	706
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	28,6 %	46,7 %	32,4 %
Primes et dépôts (2)	1 239 \$	1 071 \$	1 814 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	663	(440)	(430)

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est replié de 49 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des coûts de financement, laquelle a été contrebalancée en partie par l'amélioration de la sinistralité.

Le total des revenus a progressé de 492 millions de dollars, ou 35 %.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 604 millions de dollars, ou 87 %, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ce facteur a été neutralisé en partie par la baisse des ventes de rentes collectives.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 112 millions de dollars, ou 16 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous, et de la baisse des volumes de réassurance du risque de longévité.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 548 millions de dollars, ou 55 %, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé en grande partie dans les revenus. La baisse de la sinistralité favorable liée aux placements et l'incidence des nouveaux contrats de réassurance du risque de longévité conclus un an plus tôt ont également contribué à l'augmentation précitée. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des ventes de rentes collectives et l'amélioration de la sinistralité, principalement en ce qui a trait à nos produits de rétrocession vie.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 9 millions de dollars, ou 6 %, et ce, principalement en raison des coûts engagés aux fins du soutien des ventes et des activités de service à la clientèle.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est replié de 120 millions de dollars, ou 45 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout des changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 1 247 millions de dollars, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. La hausse des ventes de rentes collectives et les profits réalisés sur les placements au cours du trimestre à l'étude ont également contribué à l'augmentation précitée.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 429 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, facteur compensé en grande partie dans les revenus. L'incidence des changements favorables des hypothèses actuarielles annuelles au trimestre précédent, surtout celles en lien avec la conjoncture économique, a également contribué à l'augmentation précitée.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2023	31 octobre 2022 (1)	31 janvier 2022 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	768 \$	1 078 \$	1 296 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	2 353	1 406	1 696
Total des revenus (2)	3 121	2 484	2 992
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	12	19	(6)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	53	13	(6)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	65	32	(12)
Frais autres que d'intérêt	1 701	1 677	1 529
Bénéfice avant impôt	1 355	775	1 475
Bénéfice net	1 223 \$	713 \$	1 122 \$
Revenus par secteur d'activité			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 299 \$	1 277 \$	1 460 \$
Marchés mondiaux	1 885	1 317	1 613
Autres	(63)	(110)	(81)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17,0 %	9,9 %	16,9 %
Moyenne du total de l'actif	1 184 600 \$	1 118 100 \$	1 027 100 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	155 100	137 900	144 200
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	138 500	132 900	113 400
Moyenne des dépôts	306 900	296 700	277 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,15 %	0,03 %	(0,04)%

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2023 par rapport au T1 2022	T1 2023 par rapport au T4 2022
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	81 \$	15 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	3	—
Frais autres que d'intérêt	32	11
Bénéfice net	42	4
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(5)%	1 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	4 %	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	— %	(6)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 s'est élevée à 116 millions de dollars (142 millions au 31 octobre 2022; 142 millions au 31 janvier 2022). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Rendement financier

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 101 millions de dollars, ou 9 %, sur un an, et ce, principalement en raison de la baisse du taux d'impôt effectif découlant de changements dans la composition du bénéfice, et de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit.

Le total des revenus a progressé de 129 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux se sont accrus de 272 millions de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions du fait de l'intensification des activités des clients.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement se sont repliés de 161 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de créance et de titres de participation dans toutes les régions et du recul des activités de syndications de prêts aux États-Unis et en Europe.

Les autres revenus ont augmenté de 18 millions de dollars, ou 22 %, ce qui rend principalement compte des variations de la juste valeur de nos portefeuilles existants aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à 65 millions de dollars, contre (12) millions un an auparavant, ce qui rend surtout compte des dotations liées aux prêts douteux constituées dans le trimestre à l'étude, principalement dans les secteurs d'activité des télécommunications et médias et des biens de consommation de base, ce qui s'est traduit par une augmentation de 19 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 172 millions de dollars, ou 11 %, et ce, principalement en raison de la hausse des coûts liés à la technologie, de la hausse de la rémunération et de l'incidence du change. L'augmentation des coûts liés à la commercialisation et au développement des affaires a également contribué à l'augmentation précitée.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 510 millions de dollars, ou 72 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, surtout en raison de l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Le total des revenus a augmenté de 637 millions de dollars, ou 26 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 33 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, notamment celui des télécommunications et médias, engendrant une hausse de 12 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 24 millions de dollars, ou 1 %, et ce, principalement en raison de la hausse de la rémunération par suite de l'amélioration des résultats, tandis que le trimestre précédent reflétait les cotisations de rattrapage liées à nos régimes de rémunération variable.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2023	le 31 octobre 2022	le 31 janvier 2022
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	202 \$	93 \$	(107) \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(246)	(381)	(39)
Total des revenus (1), (2)	(44)	(288)	(146)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	—	—	—
Frais autres que d'intérêt (2)	155	(69)	(62)
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(199)	(219)	(84)
Charge (économie) d'impôt (1)	932	(145)	(65)
Bénéfice net (perte nette)	(1 131) \$	(74) \$	(19) \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, les revenus ont inclus de profits de 121 millions de dollars (pertes de 98 millions et de 89 millions, respectivement, au 31 octobre 2022 et au 31 janvier 2022) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 100 millions ((81) millions et (71) millions, respectivement, au 31 octobre 2022 et au 31 janvier 2022), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 s'est établi à 116 millions de dollars, comparativement à 142 millions au trimestre précédent et à 142 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2023

La perte nette a été de 1 131 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions de dollars (pour plus de détails, se reporter à la rubrique Vue d'ensemble – Élément spécifié). Les activités de gestion actif-passif et les coûts non affectés résiduels ont également accentué la perte nette.

Quatrième trimestre de 2022

La perte nette s'est chiffrée à 74 millions de dollars, en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux défavorables.

Premier trimestre de 2022

La perte nette s'est chiffrée à 19 millions de dollars, en raison surtout des ajustements fiscaux défavorables, facteur annulé en partie par les coûts non affectés résiduels.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

	2023	2022				2021		
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	5 541 \$	5 419 \$	5 182 \$	4 739 \$	4 803 \$	4 605 \$	4 651 \$	4 527 \$
Gestion de patrimoine (2)	4 585	4 308	4 022	4 001	4 018	3 862	3 774	3 664
Assurances	1 891	644	1 233	234	1 399	1 501	1 754	536
Marchés des Capitaux (2), (3)	3 121	2 484	1 864	2 503	2 992	2 428	2 579	2 848
Services de soutien généraux (3)	(44)	(288)	(169)	(257)	(146)	(20)	(2)	43
Total des revenus	15 094	12 567	12 132	11 220	13 066	12 376	12 756	11 618
Dotation à la provision pour pertes de crédit	532	381	340	(342)	105	(227)	(540)	(96)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 545	116	850	(180)	997	1 032	1 304	149
Frais autres que d'intérêt	7 675	7 209	6 386	6 434	6 580	6 583	6 420	6 379
Bénéfice avant impôt	5 342	4 861	4 556	5 308	5 384	4 988	5 572	5 186
Impôt sur le résultat	2 128	979	979	1 055	1 289	1 096	1 276	1 171
Bénéfice net	3 214 \$	3 882 \$	3 577 \$	4 253 \$	4 095 \$	3 892 \$	4 296 \$	4 015 \$
Bénéfice par action – de base	2,29 \$	2,75 \$	2,52 \$	2,97 \$	2,84 \$	2,68 \$	2,97 \$	2,76 \$
– dilué	2,29	2,74	2,51	2,96	2,84	2,68	2,97	2,76
Taux d'imposition effectif	39,8 %	20,1 %	21,5 %	19,9 %	23,9 %	22,0 %	22,9 %	22,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,745 \$	0,739 \$	0,783 \$	0,789 \$	0,787 \$	0,796 \$	0,812 \$	0,798 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2022.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La forte croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La marge nette d'intérêt a été favorisée par la hausse des taux d'intérêt au cours des derniers trimestres, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de la période.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont été favorisés par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est tributaire des conditions de marché, et la croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période. Les revenus ont également été favorisés par la hausse des taux d'intérêt au cours des derniers trimestres, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de la période. Les revenus de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué durant la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives sont généralement plus élevées au premier semestre de l'exercice.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Dans la première moitié de la période, les revenus tirés des activités de négociation ont bénéficié de l'intensification des activités des clients. À compter du deuxième trimestre de 2022, les honoraires à l'échelle mondiale ont fléchi. Les résultats des activités de négociation ont en outre été touchés, notamment au troisième trimestre de 2022, par des conditions de marché difficiles, ce qui a réduit les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. Les résultats des activités de négociation se sont considérablement améliorés au premier trimestre de 2023, ce qui reflète l'intensification des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par l'évolution des conditions macroéconomiques, de la qualité du crédit, des expositions et de la composition du portefeuille. Tout au long de l'exercice 2021 et de la première moitié de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 s'étant atténuées dans la plupart des régions, ce qui a mené à des contrepassations de dotations liées aux actifs productifs. Dans la dernière moitié de 2022 et au premier trimestre de 2023, les changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques ont exigé un accroissement des dotations. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés est demeurée inférieure aux niveaux pré-pandémiques pendant la majeure partie de la période, bien que les dotations aient commencé à augmenter vers la fin de celle-ci.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont connu au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquelles sont touchées par l'évolution des conditions de marché, ainsi que les ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres dans la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, influent également sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficacité, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les chiffres du quatrième trimestre de 2021 tiennent compte d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), réserve qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022. Les frais autres que d'intérêt de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Pour les deuxième et quatrième trimestres de 2022, ce taux rendait compte, respectivement, de l'incidence du montant net d'ajustements fiscaux favorables et d'une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Le premier trimestre de 2023 reflète l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	86 277 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	93 495	108 011
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	320 553	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	328 379	317 845
Prêts		
Prêts de détail	549 893	549 751
Prêts de gros	277 900	273 967
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 999)	(3 753)
Autres – Dérivés	130 120	154 439
– Autres (2)	150 401	126 339
Total de l'actif	1 933 019 \$	1 917 219 \$
Passif		
Dépôts	1 203 842 \$	1 208 814 \$
Autres – Dérivés	131 082	153 491
– Autres (2)	478 766	436 714
Déventures subordonnées	11 530	10 025
Total du passif	1 825 220	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	107 696	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	103	111
Total des capitaux propres	107 799	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 933 019 \$	1 917 219 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total de l'actif a augmenté de 16 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2022. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 41 milliards.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont augmenté de 14 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète nos activités de gestion de la trésorerie et des liquidités à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 15 milliards de dollars, ou 13 %, ce qui rend compte du classement de certains dépôts productifs d'intérêts dans les actifs détenus en vue de la vente, qui sont présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés. Cette diminution a été en partie annulée par l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, reflétant nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont accrus de 2 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction reflétant les conditions de marché favorables, et d'une augmentation des titres de créance de sociétés. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et la diminution des titres de créance d'État.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 11 milliards de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients, contrebalancée en partie par l'incidence du change.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont monté de 4 milliards de dollars, en raison surtout de la croissance du volume des prêts de gros, contrebalancée en partie par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont diminué de 24 milliards de dollars, ou 16 %, du fait principalement de l'incidence du change et de la diminution de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt, ce qui a été neutralisé en partie par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont progressé de 24 milliards de dollars, ou 19 %, du fait principalement du reclassement de certains dépôts productifs d'intérêts mentionné précédemment, facteur en partie annulé par la diminution des garanties en espèces.

Le total du passif s'est alourdi de 16 milliards de dollars, ou 1 %. L'incidence du change a fait reculer ce total de 41 milliards de dollars.

Les dépôts ont diminué de 5 milliards de dollars, du fait principalement du classement de certains dépôts dans les passifs détenus en vue de la vente, qui sont présentés dans les autres passifs, et de la diminution des dépôts des entreprises et des gouvernements attribuable à l'activité des clients. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par l'émission de billets à long terme en raison des besoins de financement et la hausse des dépôts de détail.

Les passifs dérivés ont reculé de 22 milliards de dollars, ou 15 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la diminution de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt, qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 42 milliards de dollars, ou 10 %, en raison principalement du reclassement de certains dépôts mentionné précédemment et de la hausse des engagements liés aux conventions de revente, ce qui rend compte de l'accroissement de la demande des clients.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 61 à 63 de notre rapport annuel 2022.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent essentiellement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 31 janvier 2023, le total de l'actif des conduits multicédants était de 52 milliards de dollars (47 milliards au 31 octobre 2022) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 53 milliards (48 milliards au 31 octobre 2022). La hausse reflète l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2022, dans la plupart des catégories d'actifs, ce qui a été en partie neutralisé par l'incidence du change.

Au 31 janvier 2023, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 35 milliards de dollars (33 milliards au 31 octobre 2022). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2022) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) ⁽¹⁾

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2023					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 422 \$	45 %	10 202 \$	55 %	18 624 \$	1 636 \$
Québec	12 268	28	30 827	72	43 095	3 235
Ontario	31 277	16	159 310	84	190 587	16 669
Alberta	19 404	47	22 216	53	41 620	4 755
Saskatchewan et Manitoba	8 749	43	11 795	57	20 544	1 887
Colombie-Britannique et territoires	12 221	17	59 935	83	72 156	7 188
Total – Canada (5)	92 341	24	294 285	76	386 626	35 370
États-Unis	–	–	31 572	100	31 572	1 967
Autres pays	–	–	2 984	100	2 984	1 667
Total – Autres pays	–	–	34 556	100	34 556	3 634
Total	92 341 \$	22 %	328 841 \$	78 %	421 182 \$	39 004 \$

Au 31 octobre 2022						
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 460 \$	46 %	10 052 \$	54 %	18 512 \$	1 659 \$
Québec	12 444	29	30 623	71	43 067	3 300
Ontario	31 409	17	156 700	83	188 109	17 009
Alberta	19 663	47	22 154	53	41 817	4 923
Saskatchewan et Manitoba	8 847	43	11 808	57	20 655	1 940
Colombie-Britannique et territoires	12 290	17	59 347	83	71 637	7 386
Total – Canada (5)	93 113	24	290 684	76	383 797	36 217
États-Unis	–	–	31 956	100	31 956	1 776
Autres pays	–	–	3 043	100	3 043	1 621
Total – Autres pays	–	–	34 999	100	34 999	3 397
Total	93 113 \$	22 %	325 683 \$	78 %	418 796 \$	39 614 \$

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 38 982 millions de dollars et 22 millions, respectivement (39 591 millions et 23 millions, respectivement, au 31 octobre 2022) et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les Autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 387 milliards de dollars (384 milliards au 31 octobre 2022) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 octobre 2022) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 octobre 2022) est assurée, des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (17 milliards au 31 octobre 2022) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 17 milliards (17 milliards au 31 octobre 2022) est détenue à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 octobre 2022).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

	Aux					
	31 janvier 2023			31 octobre 2022		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
Période d'amortissement						
25 ans ou moins	57 %	25 %	54 %	57 %	25 %	54 %
De 25 à 30 ans	16	75	21	16	75	21
De 30 à 35 ans	1	–	1	2	–	2
Plus 35 ans	26	–	24	25	–	23
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement.

Ratio prêt-valeur moyen ⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2023		le 31 octobre 2022	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC® (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique ⁽⁴⁾				
Provinces de l'Atlantique	70 %	70 %	71 %	72 %
Québec	69	70	71	71
Ontario	71	65	71	65
Alberta	72	71	72	72
Saskatchewan et Manitoba	73	73	72	74
Colombie-Britannique et territoires	69	64	68	64
États-Unis	74	n.s.	74	n.s.
Autres pays	71	n.s.	70	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période ^{(5), (6)}	71 %	66 %	71 %	66 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens ⁽⁷⁾	55 %	49 %	52 %	46 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC®.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC® comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC® sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC®, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale[†].

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2022
	31 janvier 2023								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	
Europe (excluant le Royaume-Uni)	15 792 \$	44 167 \$	1 989 \$	2 132 \$	19 025 \$	31 953 \$	13 102 \$	64 080 \$	57 753 \$
Royaume-Uni	7 846	28 667	840	2 491	15 806	16 174	7 864	39 844	39 949
Antilles	8 053	10 304	393	379	7 194	3 773	8 162	19 129	19 688
Asie-Pacifique	6 924	34 748	961	494	12 275	26 024	4 828	43 127	35 338
Autres (4)	571	1 713	610	135	744	1 655	630	3 029	3 043
Risque net des autres pays (5), (6)	39 186 \$	119 599 \$	4 793 \$	5 631 \$	55 044 \$	79 579 \$	34 586 \$	169 209 \$	155 771 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 361 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (357 milliards au 31 octobre 2022) et 13 milliards à l'égard des dérivés (14 milliards au 31 octobre 2022).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 13 milliards de dollars (13 milliards au 31 octobre 2022), des dépôts de 69 milliards (56 milliards au 31 octobre 2022) et des titres de placement de 38 milliards (35 milliards au 31 octobre 2022).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 4 862 millions de dollars (5 213 millions au 31 octobre 2022) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 2 603 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 233 millions au 31 octobre 2022).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 517 \$	1 362 \$
Gestion de patrimoine	396	278
Marchés des Capitaux	686	559
Total du montant brut des prêts douteux	2 599 \$	2 199 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 199 \$	2 059 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) ⁽¹⁾	874	592
Remboursements nets ⁽¹⁾	(128)	(130)
Montants sortis du bilan	(299)	(362)
Autres ⁽²⁾	(47)	40
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 599 \$	2 199 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations		
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,31 %	0,26 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,26 %	0,23 %
Services bancaires canadiens	0,21 %	0,18 %
Services bancaires dans les Antilles	3,84 %	3,93 %
Gestion de patrimoine ⁽³⁾	0,33 %	0,23 %
Marchés des Capitaux ⁽³⁾	0,49 %	0,42 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.
- (3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 400 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 5 p.b. du fait de la hausse des prêts douteux des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est apprécié de 155 millions de dollars, ou 11 %, en raison principalement d'une hausse des prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. La hausse des prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens, principalement dans le secteur de l'immobilier et autres, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des prêts douteux dans le secteur d'activité des biens de consommation de base, a également contribué à la hausse.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 118 millions de dollars, ou 42 %, en raison d'une hausse des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), principalement dans les secteurs d'activité des biens de consommation de base, de la consommation discrétionnaire et des autres services.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est alourdi de 127 millions de dollars, ou 23 %, à cause de l'augmentation des prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, dont l'immobilier et autres et les biens de consommation de base.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 369 \$	3 200 \$
Gestion de patrimoine ⁽¹⁾	429	384
Marchés des Capitaux ⁽¹⁾	651	597
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	4 449	4 181
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers ⁽²⁾	36	33
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	4 485 \$	4 214 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :		
Prêts de détail	2 419 \$	2 285 \$
Prêts de gros	1 253	1 227
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	3 672 \$	3 512 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	777	669

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est accru de 271 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 268 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a monté de 160 millions de dollars, en hausse de 5 %, et ce, en raison essentiellement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, principalement nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a découlé en grande partie de la dégradation de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 108 millions, ou 16 %, du fait de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2022. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2022.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2023				31 octobre 2022		31 janvier 2022	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	19 \$	34 \$	47 \$	19 \$	45 \$	34 \$	39 \$	34 \$
Change	3	3	6	2	3	3	4	5
Marchandises	5	6	8	4	6	5	4	4
Taux d'intérêt (1)	41	44	50	37	47	44	29	39
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	5	4	5	4	8	9
Effet de diversification (3)	(31)	(37)	n.s.	n.s.	(47)	(32)	(33)	(35)
VAR liée à la gestion du risque de marché (4)	42 \$	55 \$	65 \$	42 \$	59 \$	58 \$	51 \$	56 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (4)	97 \$	176 \$	205 \$	97 \$	192 \$	158 \$	65 \$	71 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 31 janvier 2023 tient compte de 20 millions de dollars et de 117 millions, respectivement (26 millions et 81 millions au 31 octobre 2022; 8 millions et 10 millions au 31 janvier 2022) en lien avec les engagements de souscription de prêts.

n.s. non significatif

Premier trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 55 millions de dollars, et est demeurée relativement stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 176 millions de dollars, affichant ainsi une augmentation de 105 millions, laquelle provient principalement d'une conjoncture de marché défavorable qui s'est améliorée vers la fin du trimestre, ce qui a influé sur les engagements de souscription de prêts.

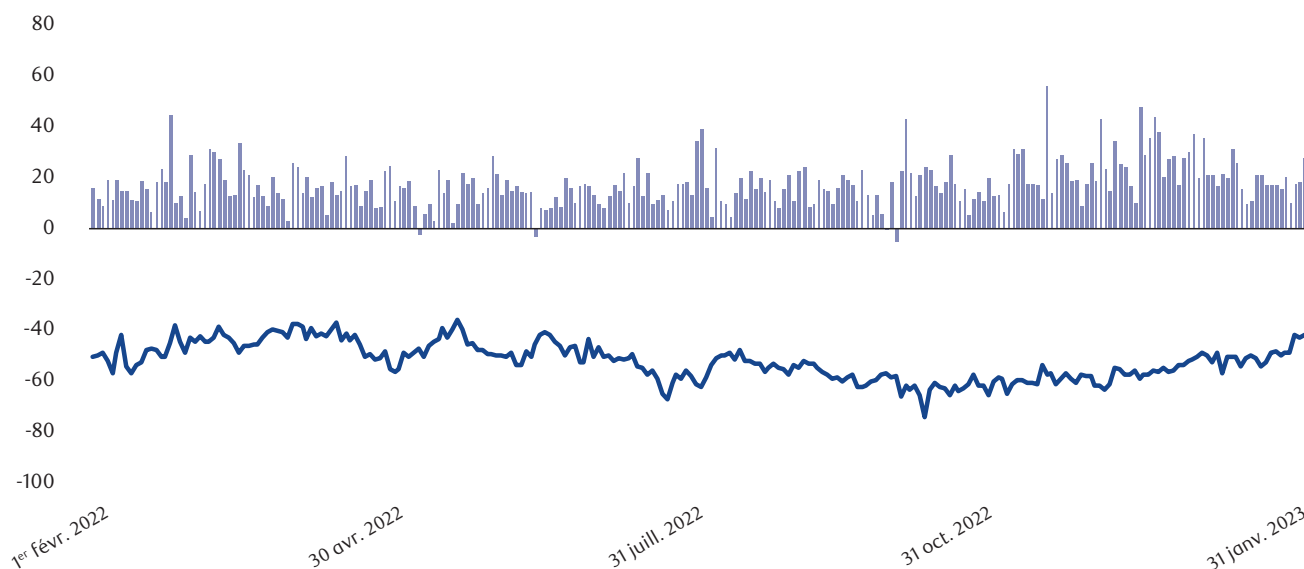
Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 55 millions de dollars, et est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 176 millions de dollars, en hausse de 18 millions, du fait surtout d'une conjoncture de marché défavorable tel qu'il est indiqué précédemment, facteur en partie compensé par la réduction de l'exposition des portefeuilles de dérivés sur titres de participation et de titres à revenu fixe.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2023; cependant, deux journées de pertes de négociation nettes ont été enregistrées pour le trimestre clos le 31 octobre 2022.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent) (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



Revenus tirés des activités de négociation (majoration au montant imposable équivalent), (1) — VAR

(1) Les revenus tirés des activités de négociation (majoration au montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2023, nous détenions des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12 milliards de dollars (12 milliards au 31 octobre 2022).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2023						31 octobre 2022		31 janvier 2022	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(1 480)\$ 1 428	(589)\$ 380	(2 069)\$ 1 808	527 \$ (593)	136 \$ (183)	663 \$ (776)	(1 900)\$ 1 709	781 \$ (839)	(2 162)\$ 1 519	853 \$ (964)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 janvier 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 776 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 839 millions au trimestre précédent. Au 31 janvier 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 2 069 millions sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 1 900 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à

l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt est demeurée relativement stable, alors que la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a augmenté, et ce, en raison surtout d'une légère hausse de la durée des actifs à taux fixe. Au cours du premier trimestre de 2023, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 janvier 2023			
	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
(en millions de dollars canadiens)				
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	86 277 \$	– \$	86 277 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (3)	93 495	87 860	5 635	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	145 517	133 681	11 836	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	175 036	–	175 036	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	328 379	279 899	48 480	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	549 893	6 470	543 423	Taux d'intérêt
Prêts de gros	277 900	11 149	266 751	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 999)	–	(3 999)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 827	–	2 827	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	130 120	126 298	3 822	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (3)	132 567	7 578	124 989	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (4)	15 007			
Total de l'actif	1 933 019 \$	652 935 \$	1 265 077 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (3)	1 203 842 \$	134 237 \$	1 069 605 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 827	–	2 827	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	35 247	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	290 367	262 942	27 425	Taux d'intérêt
Dérivés	131 082	120 080	11 002	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (3)	129 970	10 400	119 570	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	11 530	–	11 530	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (5)	20 355			
Total du passif	1 825 220 \$	562 906 \$	1 241 959 \$	
Total des capitaux propres	107 799			
Total du passif et des capitaux propres	1 933 019 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons conclu un accord définitif en vue de la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (4) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (5) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

	Au 31 octobre 2022			
	Évaluation du risque de marché			
(en millions de dollars canadiens)	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal lié aux activités autres que de négociation
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	72 397 \$	– \$	72 397 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	108 011	84 468	23 543	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	148 205	137 293	10 912	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	170 018	–	170 018	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	317 845	264 665	53 180	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	549 751	6 128	543 623	Taux d'intérêt
Prêts de gros	273 967	8 558	265 409	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 753)	–	(3 753)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 638	–	2 638	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	154 439	151 244	3 195	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	109 629	8 826	100 803	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (3)	14 072			
Total de l'actif	1 917 219 \$	661 182 \$	1 241 965 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts	1 208 814 \$	141 319 \$	1 067 495 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 638	–	2 638	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 511	35 511	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	273 947	248 712	25 235	Taux d'intérêt
Dérivés	153 491	139 406	14 085	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	102 881	10 594	92 287	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	10 025	–	10 025	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (4)	21 737			
Total du passif	1 809 044 \$	575 542 \$	1 211 765 \$	
Total des capitaux propres	108 175			
Total du passif et des capitaux propres	1 917 219 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances® et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2022.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

	Au 31 janvier 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	200 958 \$	– \$	200 958 \$	3 555 \$	197 403 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	244 210	346 165	590 375	387 355	203 020
Autres titres	117 919	115 480	233 399	139 625	93 774
Autres actifs liquides (3)	39 074	–	39 074	36 008	3 066
Total des actifs liquides	602 161 \$	461 645 \$	1 063 806 \$	566 543 \$	497 263 \$

	Au 31 octobre 2022				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques	180 408 \$	– \$	180 408 \$	3 601 \$	176 807 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	246 916	326 089	573 005	373 893	199 112
Autres titres	110 057	119 129	229 186	135 349	93 837
Autres actifs liquides (3)	42 090	–	42 090	40 318	1 772
Total des actifs liquides	579 471 \$	445 218 \$	1 024 689 \$	553 161 \$	471 528 \$

	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	199 223 \$	186 855 \$
Succursales à l'étranger	116 965	90 910
Filiales	181 075	193 763
Total des actifs liquides non grevés	497 263 \$	471 528 \$

- (1) Inclut les soldes qui étaient classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La réserve de liquidités est également tributaire des activités de la Trésorerie générale et du secteur Marchés des Capitaux puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 26 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une augmentation de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, ce qui reflète la hausse des niveaux des dépôts et de financement de gros.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés, ceux qui sont disponibles à la vente et ceux qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2023, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (24 % au 31 octobre 2022).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2023					31 octobre 2022				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et dépôts auprès de banques (4)	– \$	3 555 \$	197 403 \$	– \$	200 958 \$	– \$	3 601 \$	176 807 \$	– \$	180 408 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	63 483	–	89 639	3 010	156 132	62 941	–	91 738	3 303	157 982
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	8 783	–	167 070	–	175 853	7 996	–	162 022	–	170 018
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (5)	473 404	21 443	7 758	2 328	504 933	456 292	21 709	9 192	3 409	490 602
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	27 713	–	28 033	–	55 746	28 208	–	27 263	–	55 471
Prêts hypothécaires	75 859	–	23 879	265 698	365 436	62 905	–	26 696	273 724	363 325
Prêts autres qu'hypothécaires	5 920	–	–	122 791	128 711	6 066	–	–	124 889	130 955
Prêts de gros	–	–	9 311	269 218	278 529	–	–	9 119	264 848	273 967
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(3 999)	(3 999)	–	–	–	(3 753)	(3 753)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	2 827	2 827	–	–	–	2 638	2 638
Autres										
Dérivés	–	–	–	130 283	130 283	–	–	–	154 439	154 439
Autres (6)	36 008	–	3 066	82 113	121 187	40 318	–	1 772	81 611	123 701
Total de l'actif	691 170 \$	24 998 \$	526 159 \$	874 269 \$	2 116 596 \$	664 726 \$	25 310 \$	504 609 \$	905 108 \$	2 099 753 \$

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.
- (4) Inclut les soldes qui étaient classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 21 milliards de dollars (22 milliards au 31 octobre 2022) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2023, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 814 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (819 milliards, ou 54 %, au 31 octobre 2022). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2023, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 94 milliards de dollars (85 milliards au 31 octobre 2022).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

Émission de titres d'emprunt à long terme

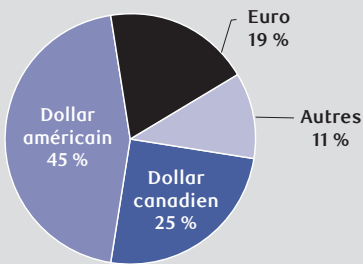
Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars	Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US	- Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US - Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros - Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

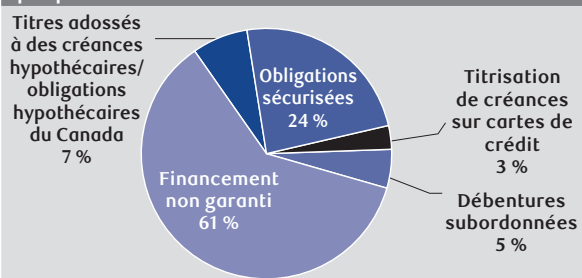
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par monnaie d'émission



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme (1) – par produit



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2023							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques (2)	5 834 \$	304 \$	1 196 \$	1 112 \$	8 446 \$	– \$	– \$	8 446 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	9 882	12 662	23 745	32 375	78 664	–	–	78 664
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 541	4 658	3 245	1 271	12 715	–	815	13 530
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	35	1 754	5 082	15 739	22 610	23 433	49 895	95 938
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	1 467	1 432	1 847	4 044	8 790	2 434	10 812	22 036
Titrisation de prêts hypothécaires	–	420	614	2 530	3 564	2 295	9 986	15 845
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	2 112	2 169	3 969	8 250	3 688	46 332	58 270
Passif subordonné	–	–	110	–	110	2 992	8 933	12 035
Autres (7)	9 085	7 440	7 949	7 123	31 597	7 264	18	38 879
Total	29 844 \$	30 782 \$	45 957 \$	68 163 \$	174 746 \$	42 106 \$	126 791 \$	343 643 \$
Comprend :								
– Financement garanti	10 746 \$	12 639 \$	13 290 \$	7 770 \$	44 445 \$	5 983 \$	57 133 \$	107 561 \$
– Financement non garanti	19 098	18 143	32 667	60 393	130 301	36 123	69 658	236 082

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2022							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques (2)	5 758 \$	34 \$	311 \$	1 766 \$	7 869 \$	– \$	– \$	7 869 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	9 482	16 575	23 676	39 674	89 407	–	–	89 407
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 488	2 373	6 646	722	13 229	–	323	13 552
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	375	5 968	2 846	13 189	22 378	19 108	48 556	90 042
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	404	721	2 136	4 091	7 352	2 363	9 898	19 613
Titrisation de prêts hypothécaires	–	1 238	421	2 614	4 273	2 402	9 697	16 372
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	1 016	1 960	2 838	5 814	4 575	42 194	52 583
Passif subordonné	60	–	–	110	170	1 483	8 986	10 639
Autres (7)	7 241	2 934	8 673	4 387	23 235	10 219	409	33 863
Total	26 808 \$	30 859 \$	46 669 \$	69 391 \$	173 727 \$	40 150 \$	120 063 \$	333 940 \$
Comprend :								
– Financement garanti	9 030 \$	6 641 \$	15 367 \$	7 536 \$	38 574 \$	6 977 \$	52 605 \$	98 156 \$
– Financement non garanti	17 778	24 218	31 302	61 855	135 153	33 173	67 458	235 784

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 816 millions de dollars (6 038 millions au 31 octobre 2022), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 7 186 millions (5 805 millions au 31 octobre 2022), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 11 777 millions (12 411 millions au 31 octobre 2022) et des avances d'une FHLB (garanties) de 14 100 millions (9 609 millions au 31 octobre 2022).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2022.

Notations ⁽¹⁾

	Au 28 février 2023			
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang existante ⁽²⁾	Dette à long terme de premier rang ⁽³⁾	Perspective
Moody's ⁽⁴⁾	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's ⁽⁵⁾	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings ⁽⁶⁾	F1+	AA	AA-	stable
DBRS ⁽⁷⁾	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) En décembre 2022, Moody's a confirmé nos notations et nos évaluations avec une perspective stable après l'annonce de l'acquisition de HSBC Canada.
- (5) Le 13 mai 2022, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juillet 2022, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 13 mai 2022, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2023			31 octobre 2022		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
(en millions de dollars canadiens)						
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	200 \$	80 \$	167 \$	236 \$	146 \$	304 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾	44	23	94	38	21	25

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité		383 200 \$
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :		
<i>Dépôts stables (3)</i>	365 637 \$	34 224 \$
<i>Dépôts moins stables</i>	122 578	3 677
Financement de gros non garanti, dont :	243 059	30 547
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques</i>	428 287	204 248
<i>coopératives (4)</i>		
<i>Dépôts non opérationnels</i>	173 461	41 259
<i>Dettes non garanties</i>	222 758	130 921
Financement de gros garanti	32 068	32 068
Exigences supplémentaires, dont :		32 826
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	343 637	79 158
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	73 166	21 586
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	10 179	10 179
Autres obligations de financement contractuelles (5)	260 292	47 393
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	27 935	27 935
	737 106	11 811
Total des sorties de trésorerie		390 202 \$
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	289 777 \$	49 358 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	17 528	10 816
Autres entrées de trésorerie	35 257	35 257
Total des entrées de trésorerie		95 431 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		383 200 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		294 771
Ratio de liquidité à court terme		130 %

	le 31 octobre 2022	Total de la valeur ajustée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Total des actifs liquides de haute qualité		364 478 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		291 618
Ratio de liquidité à court terme		125 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2023 s'est établie à 130 %, ce qui représente un excédent de quelque 88 milliards de dollars, comparativement à 125 % et à un excédent d'environ 73 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison surtout de l'émission de produits de financement à terme et de la hausse des dépôts de clients, facteurs en partie contrebalancés par la croissance des prêts de gros.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2023				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :	107 675 \$	– \$	– \$	11 081 \$	118 756 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	107 675	–	–	11 081	118 756
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	310 147	86 092	41 117	41 196	442 612
<i>Dépôts stables (3)</i>	100 708	38 531	20 269	18 182	169 714
<i>Dépôts moins stables</i>	209 439	47 561	20 848	23 014	272 898
Financement de gros :	295 116	484 855	72 429	134 259	348 675
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	175 908	–	–	–	87 954
<i>Autres financements de gros</i>	119 208	484 855	72 429	134 259	260 721
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	–	2 050	4 786	21 477	–
Autres passifs :	48 097		218 398		11 141
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			27 012		
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	48 097	178 184	4 121	9 081	11 141
Total du financement stable disponible					921 184 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					40 558 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 691	–	–	845
Prêts et titres productifs :	198 290	319 024	102 244	509 610	668 655
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	121 525	14 843	1	13 643
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	4 099	95 539	26 054	28 020	55 433
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	121 250	71 333	32 868	158 545	284 472
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	815	738	3 119	2 804
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :</i>	37 875	26 853	27 502	297 975	261 623
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	37 875	26 829	27 478	296 992	260 764
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	35 066	3 774	977	25 069	53 484
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	–	2 050	4 786	21 477	–
Autres actifs :	3 066		299 378		83 676
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	3 066				2 606
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>			27 848		23 671
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>			18 027		–
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>			58 396		2 920
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	142 484	9	52 614	54 479
Éléments hors bilan			722 357		27 202
Total du financement stable exigé					820 936 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					112 %

Au 31 octobre 2022

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Valeur pondérée
Total du financement stable disponible	904 456 \$
Total du financement stable exigé	809 254
Ratio de liquidité à long terme (%)	112 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Au 31 janvier 2023, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 112 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 100 milliards de dollars, comparativement à 112 % et à un excédent d'environ 95 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré stable d'un trimestre à l'autre; cependant, le surplus a augmenté en raison principalement de l'émission de produits de financement à terme et de la hausse des dépôts de clients, facteurs en partie contrebalancés par la croissance des prêts de gros.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2023									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	177 299 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 473 \$	179 772 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	79 624	36	8	–	28	125	132	9 754	55 810	145 517
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 698	6 237	4 365	4 279	3 944	12 396	53 605	81 558	954	175 036
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	157 406	78 914	30 994	27 371	16 864	1	–	–	16 829	328 379
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	30 933	23 895	37 367	33 298	32 644	165 122	337 720	75 586	87 229	823 794
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 963	6 264	–	–	2	–	–	–	(41)	19 188
Dérivés	8 280	11 373	6 985	5 489	7 388	17 236	30 487	42 851	31	130 120
Autres actifs financiers	66 475	8 155	1 746	136	525	216	246	2 331	3 424	83 254
Total des actifs financiers	540 678	134 874	81 465	70 573	61 395	195 096	422 190	212 080	166 709	1 885 060
Autres actifs non financiers	4 659	1 551	197	(302)	202	4 460	2 541	5 458	29 193	47 959
Total de l'actif	545 337 \$	136 425 \$	81 662 \$	70 271 \$	61 597 \$	199 556 \$	424 731 \$	217 538 \$	195 902 \$	1 933 019 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	103 157 \$	53 165 \$	72 200 \$	75 994 \$	69 898 \$	48 428 \$	69 735 \$	22 891 \$	587 362 \$	1 102 830 \$
Emprunts garantis	5 037	5 693	5 291	5 083	2 152	5 377	15 083	8 179	–	51 895
Obligations sécurisées	–	2 112	2 147	–	2 451	3 689	32 485	6 233	–	49 117
Autres										
Acceptations	12 963	6 263	–	–	2	–	–	–	1	19 229
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	–	–	–	–	–	–	–	–	35 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	242 465	27 723	1 828	–	1 080	335	–	–	16 936	290 367
Dérivés	9 893	14 196	7 061	5 616	7 896	16 275	29 797	40 347	1	131 082
Autres passifs financiers	45 791	8 313	8 797	967	1 361	839	2 270	11 218	22 461	102 017
Débitures subordonnées	–	–	110	–	–	–	1 873	9 547	–	11 530
Total des passifs financiers	454 553	117 465	97 434	87 660	84 840	74 943	151 243	98 415	626 761	1 793 314
Autres passifs non financiers	1 102	1 159	169	183	3 687	972	1 771	13 141	9 722	31 906
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	107 799	107 799
Total du passif et des capitaux propres	455 655 \$	118 624 \$	97 603 \$	87 843 \$	88 527 \$	75 915 \$	153 014 \$	111 556 \$	744 282 \$	1 933 019 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 002 \$	2 377 \$	2 961 \$	3 580 \$	2 977 \$	1 391 \$	4 870 \$	1 037 \$	18 \$	20 213 \$
Engagements de crédit	2 981	10 176	17 727	12 902	21 406	54 825	199 763	19 344	11 546	350 670
Autres engagements liés au crédit	7 295	1 147	1 416	1 532	1 710	659	497	48	84 492	98 796
Autres engagements	7	10	16	15	15	54	129	190	898	1 334
Total des éléments hors bilan	11 285 \$	13 710 \$	22 120 \$	18 029 \$	26 108 \$	56 929 \$	205 259 \$	20 619 \$	96 954 \$	471 013 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Au 31 octobre 2022										
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	177 946 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 460 \$	180 408 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	86 491	592	71	8	–	104	170	8 710	52 059	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 250	7 490	7 390	3 537	4 873	12 303	50 979	79 387	809	170 018
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	122 836	76 590	58 750	19 246	17 212	1 131	–	–	22 080	317 845
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	31 203	21 795	29 253	39 919	34 658	150 826	348 411	75 091	88 809	819 965
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 632	6 235	5	–	–	–	–	–	(45)	17 827
Dérivés	13 100	19 753	10 184	7 004	6 009	20 709	36 081	41 571	28	154 439
Autres actifs financiers	48 485	1 964	1 666	199	457	246	231	2 364	3 025	58 637
Total des actifs financiers	494 943	134 421	107 319	69 913	63 209	185 319	435 872	207 123	169 225	1 867 344
Autres actifs non financiers	6 744	1 609	196	(357)	2 647	1 691	2 510	5 192	29 643	49 875
Total de l'actif	501 687 \$	136 030 \$	107 515 \$	69 556 \$	65 856 \$	187 010 \$	438 382 \$	212 315 \$	198 868 \$	1 917 219 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	91 052 \$	56 920 \$	52 671 \$	64 685 \$	83 220 \$	39 327 \$	60 161 \$	18 500 \$	645 195 \$	1 111 731 \$
Emprunts garantis	4 343	6 271	7 365	2 007	4 626	6 059	15 400	7 824	–	53 895
Obligations sécurisées	–	1 016	1 960	1 993	–	3 839	28 692	5 688	–	43 188
Autres										
Acceptations	11 632	6 235	5	–	–	–	–	–	–	17 872
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 511	–	–	–	–	–	–	–	–	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	211 929	35 600	7 743	1 055	313	946	–	–	16 361	273 947
Dérivés	13 096	22 073	10 994	7 097	5 244	20 135	34 226	40 626	–	153 491
Autres passifs financiers	57 152	1 390	1 353	656	958	892	2 378	11 411	1 117	77 307
Débtentures subordonnées	–	–	–	110	–	–	1 881	8 034	–	10 025
Total des passifs financiers	424 715	129 505	82 091	77 603	94 361	71 198	142 738	92 083	662 673	1 776 967
Autres passifs non financiers	1 021	6 585	298	156	178	1 046	1 073	12 357	9 363	32 077
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	108 175	108 175
Total du passif et des capitaux propres	425 736 \$	136 090 \$	82 389 \$	77 759 \$	94 539 \$	72 244 \$	143 811 \$	104 440 \$	780 211 \$	1 917 219 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	545 \$	2 211 \$	3 745 \$	3 274 \$	3 446 \$	1 415 \$	4 550 \$	1 068 \$	37 \$	20 291 \$
Engagements de crédit	7 016	6 879	14 184	21 094	17 133	49 135	193 990	19 269	4 516	333 216
Autres engagements liés au crédit	1 934	1 135	1 674	1 448	1 469	541	520	85	90 821	99 627
Autres engagements	24	11	16	16	16	60	136	187	849	1 315
Total des éléments hors bilan	9 519 \$	10 236 \$	19 619 \$	25 832 \$	22 064 \$	51 151 \$	199 196 \$	20 609 \$	96 223 \$	454 449 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect intégral et opportun de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respectons une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF établissent deux normes minimales, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres

fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Le 8 décembre 2022, le BSIF a annoncé que, avec prise d'effet le 1^{er} février 2023, le plafond de la réserve pour stabilité intérieure, actuellement de 2,5 %, passera à 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques. En outre, le 1^{er} février 2023, le niveau de la réserve pour stabilité intérieure est passé de 2,5 % à 3 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19, et continue, lorsque nécessaire, de publier des directives visant à mettre en œuvre, à clarifier, à réviser ou à abolir certains aspects ou exigences. Bien que certaines mesures et directives publiées en réponse à la pandémie de COVID-19 aient été abolies, d'autres demeurent en place, notamment :

- Exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité. Le 13 septembre 2022, le BSIF a annoncé que l'exclusion de ces montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale prendra fin le 1^{er} avril 2023.
- Abaissement du plancher de fonds propres réglementaire actuel pour les institutions financières qui utilisent l'approche fondée sur les notations internes, ce plancher étant ramené à 70 % de l'actif pondéré en fonction des risques aux termes de l'approche standard. Le plancher réduit restera en vigueur jusqu'à l'adoption des réformes de Bâle III au deuxième trimestre de 2023.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 janvier 2023	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 janvier 2023	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 1 ^{er} février 2023 (4)
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (2)				
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	12,7 %	2,5 %	10,5 %	11,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	13,9 %	2,5 %	12,0 %	12,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	15,7 %	2,5 %	14,0 %	14,5 %
Ratio de levier	3,0 %	s.o.	3,0 %	s.o.	3,0 %	4,4 %	s.o.	3,0 %	3,5 %
Ratio TLAC	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	28,2 %	2,5 %	24,0 %	24,5 %
Ratio de levier TLAC	6,75 %	s.o.	6,75 %	s.o.	6,75 %	9,0 %	s.o.	6,75 %	7,25 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, au 31 janvier 2023, elle était établie à 2,5 % par le BSIF.

(4) Le 1^{er} février 2023, le niveau de la réserve pour stabilité intérieure, le ratio de levier minimal et le ratio de levier TLAC minimal ont augmenté de 50 p.b.

s.o. sans objet

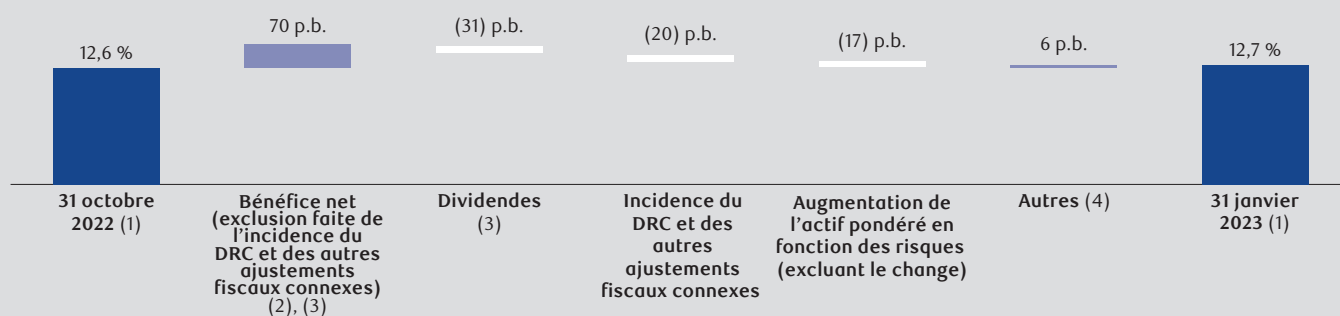
Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

	Aux		
	31 janvier 2023	31 octobre 2022	31 janvier 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	78 055 \$	76 945 \$	77 080 \$
Fonds propres de première catégorie	85 357	84 242	84 493
Total des fonds propres	96 438	93 850	94 502
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	502 807 \$	496 898 \$	452 697 \$
Risque de marché	32 635	35 342	41 812
Risque opérationnel	78 808	77 639	74 776
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	614 250 \$	609 879 \$	569 285 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	12,7 %	12,6 %	13,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,9 %	13,8 %	14,8 %
Ratio du total des fonds propres	15,7 %	15,4 %	16,6 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	4,8 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 921 \$	1 898 \$	1 761 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	173 179 \$	160 961 \$	150 136 \$
Ratio TLAC	28,2 %	26,4 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	8,5 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Premier trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Continuité du ratio CET1 (Bâle III)



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Cette mesure exclut l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2,4 milliards de dollars, ou 39 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires (compte non tenu des éléments spécifiés susmentionnés), moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- (4) Tient compte d'ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global de 10 p.b. et d'autres variations.

Notre ratio CET1 s'est établi à 12,7 %, en hausse de 10 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du montant net des capitaux autogénérés et de l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global, facteurs en partie neutralisés par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes et l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change).

L'actif pondéré en fonction des risques s'est accru de 4 milliards de dollars du fait surtout de l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de gros, notamment les engagements de souscription de prêts, les titres et les montants à recevoir de banques ainsi que les prêts de détail. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'exposition moindre aux activités de négociation et l'incidence du change. L'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques est atténuée en grande partie par les couvertures économiques prises en compte dans notre ratio CET1.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 13,9 %, a monté de 10 p.b., et ce, en raison des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres s'est établi à 15,7 %, en hausse de 30 p.b., ce qui reflète les facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1 et l'incidence favorable de l'émission de débentures subordonnées.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,4 %, ce qui est stable par rapport au trimestre précédent, le montant net des capitaux autogénérés ayant été neutralisé par la progression des positions de levier et l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes.

L'augmentation de 23 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne les transactions de mise en pension, les engagements inutilisés, les prêts de gros et de détail, et les titres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des modifications réglementaires importantes à l'égard des réserves auprès de la banque centrale et l'incidence du change.

Notre ratio TLAC s'est situé à 28,2 %, ayant progressé de 180 p.b., ce qui reflète l'incidence favorable du montant net de l'émission d'instruments de TLAC externe ainsi que les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC a monté de 50 p.b., s'établissant à 9,0 %, ce qui témoigne de l'incidence favorable du montant net de l'émission d'instruments de TLAC externe et de l'émission de débentures subordonnées, ainsi que des facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de capitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions ⁽¹⁾		269	24 \$
Fonds propres de deuxième catégorie			
Émission de débentures subordonnées échéant le 1 ^{er} février 2023 ^{(2), (3)}	31 janvier 2023		1 500 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Au 31 janvier 2023, nous n'avons aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average) composé quotidiennement majoré de 2,12 % par la suite, jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2023		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 385 860	17 342 \$	1,32 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(3 042)	(389)	
Actions ordinaires en circulation	1 382 818	16 953 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 354		
Exercibles	4 306		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série C-2 (6)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (7), (8)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (7), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (7), (8)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	106 765	7 323	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	8	10	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	106 773	7 333 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 829 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		44	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.

(6) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(7) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2022.

(9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 24 février 2023, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 389 959 859, déduction faite des 644 883 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 196 767.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débtures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032 et le 1^{er} février 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 31 janvier 2023, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 987 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 78,29 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2023.

Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation ⁽¹⁾

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs dans le cadre de la méthodologie d'évaluation servant à déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2022	31 octobre 2021
Activité transfrontalière ⁽²⁾		
Créances transfrontalières	1 046 441 \$	864 580 \$
Passifs transfrontaliers	819 735	682 547
Taille ⁽³⁾		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	2 107 274	1 921 807
Interdépendance ⁽⁴⁾		
Actifs dans le système financier	185 901	211 054
Passifs dans le système financier	182 473	175 554
Titres en circulation	470 005	415 329
Substituabilité/infrastructure financière ⁽⁵⁾		
Activité de paiement	50 504 158	53 048 298
Actifs sous garde	4 214 247	4 909 994
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	224 039	321 168
Volume de transactions		
Titres à revenu fixe	7 484 605	6 341 568
Titres de participation et autres titres	5 086 612	5 187 311
Complexité ⁽⁶⁾		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	25 226 394	22 271 423
Titres détenus à des fins de négociation et titres de placement	71 774	77 693
Actifs de niveau 3	4 552	3 594

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2013 et mises à jour en juillet 2018, et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé Banques d'importance systémique mondiale – Obligations additionnelles. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances®, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2022, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse rbc.com/investisseurs.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque selon les règles de ratio de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

2022 par rapport à 2021

En 2022, la valeur nominale des dérivés de gré à gré a augmenté, principalement sous l'effet de l'intensification des activités de négociation pour les contrats de taux d'intérêt et les contrats de change. Les actifs sous garde ont diminué en raison principalement des conditions de marché défavorables. L'augmentation de l'exposition totale, au sens donné pour l'utilisation du ratio de levier aux termes de l'accord de Bâle III, est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne les prêts de détail et de gros, les engagements inutilisés et l'incidence du change. Les autres variations par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales.

Modifications à la réglementation**Réformes de Bâle III**

Le 31 janvier 2022, le BSIF a annoncé la révision des règles de fonds propres, de levier, de liquidité et de communication de renseignements à la lumière des réformes définitives de Bâle III du CBCB. Les révisions comprennent les nouvelles lignes directrices concernant les normes de fonds propres, les exigences de levier et les normes de liquidité, ainsi que les exigences connexes de communication de renseignements au titre du troisième pilier. Les lignes directrices révisées concernant les normes de fonds propres (autres que celles liées au rajustement de la valeur du crédit et au risque de marché), les exigences de levier et les exigences de communication de renseignements au titre du troisième pilier entreront en vigueur pour nous au deuxième trimestre de 2023. La révision des lignes directrices concernant les normes de liquidité s'appliquera pour nous le 1^{er} avril 2023. Les révisions des normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché entreront en vigueur pour nous au premier trimestre de 2024. Au deuxième trimestre de 2023, nous prévoyons que la mise en œuvre des volets des lignes directrices sur les normes de fonds propres révisées portant sur le risque de crédit et le risque opérationnel entraînera une augmentation d'environ 70 à 80 p.b. de notre ratio CET1, ce qui reflète les réductions prévues de l'actif pondéré en fonction des risques. Ces estimations pourraient être modifiées ultérieurement en fonction de la taille ou de la composition du portefeuille. Les nouvelles lignes directrices concernant les exigences de levier et les normes de liquidité ne devraient pas avoir d'incidence significative et nous ne prévoyons avoir aucune difficulté à nous conformer aux nouvelles exigences.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2023, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2023.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Glossaire

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Capital attribué

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés négociés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Les actifs sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité s'ils peuvent être facilement et immédiatement convertis en espèces durant une période de tensions, et ce, en perdant peu ou pas de valeur.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles eu égard au respect du niveau de couverture minimal de financement stable exigé.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujetti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC®

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit S&P, Moody's, Fitch et DBRS, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Capital non attribué

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2022, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2023.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	50	140	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		66-72, 138-139	–
	3	Risques connus et risques émergents		63-66	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	40-43	115-122	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		66-72	–
	6	Culture à l'égard du risque		67-72	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		125	–
	8	Simulation de crise		69-70, 83	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	41	115-122	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		115-122	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		72-75	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		70, 73	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	31-32	91-92, 97-98	–
	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	32, 35	92-93, 96	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	39-40	100-101	–
Financement	21	Sources de financement et stratégie de financement	32-34	93-95	–
	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	29-30	88-89	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	27-29	82-89	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		82-83	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		82-87	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	23-26	72-82, 193-200	21-22, *
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	64-70	132-137	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		74-77, 127-128, 159-163	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		77	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		76	*
	31	Autres types de risque		103-114	–
	32	Événements publics comportant des risques		107-109, 244-246	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 et l'exercice clos le 31 octobre 2022.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	86 277 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	93 495	108 011
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	145 517	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	175 036	170 018
	320 553	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	328 379	317 845
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	549 893	549 751
Prêts de gros	277 900	273 967
	827 793	823 718
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(3 999)	(3 753)
	823 794	819 965
Actif net des fonds distincts	2 827	2 638
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	19 188	17 827
Dérivés	130 120	154 439
Locaux et matériel	7 019	7 214
Goodwill	12 204	12 277
Autres immobilisations incorporelles	5 957	6 083
Autres actifs (note 6)	103 206	80 300
	277 694	278 140
Total de l'actif	1 933 019 \$	1 917 219 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	418 287 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	738 923	759 870
Banques	46 632	44 012
	1 203 842	1 208 814
Passif net des fonds distincts	2 827	2 638
Autres		
Acceptations	19 229	17 872
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	290 367	273 947
Dérivés	131 082	153 491
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 103	11 511
Autres passifs (note 6)	118 993	95 235
	607 021	587 567
Déventures subordonnées (note 10)	11 530	10 025
Total du passif	1 825 220	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	7 333	7 318
Actions ordinaires (note 10)	16 953	16 984
Bénéfices non distribués	78 369	78 037
Autres composantes des capitaux propres	5 041	5 725
	107 696	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	103	111
Total des capitaux propres	107 799	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 933 019 \$	1 917 219 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)		
Prêts	9 997 \$	5 557 \$
Titres	3 003	1 379
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	4 766	349
Dépôts et autres	1 571	93
	19 337	7 378
Charge d'intérêt (note 3)		
Dépôts et autres	7 772	1 295
Autres passifs	5 225	770
Débentures subordonnées	138	42
	13 135	2 107
Revenu net d'intérêt	6 202	5 271
Revenus autres que d'intérêt		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 891	1 399
Revenus tirés des activités de négociation	1 069	314
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 056	1 961
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 015	1 165
Commissions de courtage en valeurs mobilières	361	399
Frais bancaires	511	485
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	512	701
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	433	271
Revenus sur cartes	325	291
Commissions de crédit	379	476
Profits nets sur les titres de placement	53	15
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	29	29
Autres	258	289
	8 892	7 795
Total des revenus	15 094	13 066
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	532	105
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 545	997
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (note 8)	4 876	4 285
Matériel	569	501
Frais d'occupation	411	386
Communications	282	228
Honoraires	404	319
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	369	337
Autres	764	524
	7 675	6 580
Bénéfice avant impôt	5 342	5 384
Impôt sur le résultat (note 9)	2 128	1 289
Bénéfice net	3 214 \$	4 095 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	3 212 \$	4 093 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2
	3 214 \$	4 095 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	2,29 \$	2,84 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	2,29	2,84
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,32	1,20

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
Bénéfice net	3 214 \$	4 095 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	632	(253)
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	(7)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(32)	(11)
	600	(271)
Écarts de change		
Profits (pertes) de change latents	(955)	1 474
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	64	(507)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–	(18)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	17
	(891)	966
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(398)	98
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	2	31
	(396)	129
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des profits (pertes) sur les régimes d'avantages du personnel (note 8)	(230)	283
Profits nets (pertes nettes) résultant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(796)	180
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	10	39
	(1 016)	502
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(1 703)	1 326
Total du résultat global	1 511 \$	5 421 \$
Total du résultat global attribuable aux :		
Actionnaires	1 512 \$	5 417 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	4
	1 511 \$	5 421 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	171 \$	(77)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	–	(1)
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(9)	(1)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	162	(170)
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–	6
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(64)	34
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1	11
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(23)	100
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(306)	64
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	12	4
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(56)\$	(30)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	17 318 \$	(5) \$	(334) \$	78 037 \$	(2 357) \$	5 688 \$	2 394 \$	5 725 \$	108 064 \$	111 \$	108 175 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	24	–	–	1	–	–	–	–	25	–	25
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	277	742	–	–	–	–	–	1 019	–	1 019
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	(262)	(797)	–	–	–	–	–	(1 059)	–	(1 059)
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	5	–	–	–	–	5	–	5
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(1 829)	–	–	–	–	(1 829)	–	(1 829)
Autres	–	–	–	–	(44)	–	–	–	–	(44)	(7)	(51)
Bénéfice net	–	–	–	–	3 212	–	–	–	–	3 212	2	3 214
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(1 016)	600	(888)	(396)	(684)	(1 700)	(3)	(1 703)
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 342 \$	10 \$	(389) \$	78 369 \$	(1 757) \$	4 800 \$	1 998 \$	5 041 \$	107 696 \$	103 \$	107 799 \$
	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022											
	Autres composantes des capitaux propres											
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions – propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(en millions de dollars canadiens)	6 723 \$	17 728 \$	(39) \$	(73) \$	71 795 \$	(88) \$	2 055 \$	566 \$	2 533 \$	98 667 \$	95 \$	98 762 \$
Solde au début de la période												
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	750	34	–	–	(1)	–	–	–	–	783	–	783
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(111)	–	–	(1 103)	–	–	–	–	(1 214)	–	(1 214)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	156	1 516	–	–	–	–	–	1 672	–	1 672
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(149)	(1 522)	–	–	–	–	–	(1 671)	–	(1 671)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	2	–	–	–	–	2	–	2
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 702)	–	–	–	–	(1 702)	–	(1 702)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(54)	–	–	–	–	(54)	(1)	(55)
Autres	–	–	–	–	10	–	–	–	–	10	–	10
Bénéfice net	–	–	–	–	4 093	–	–	–	–	4 093	2	4 095
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	502	(271)	964	129	822	1 324	2	1 326
Solde à la fin de la période	7 473 \$	17 651 \$	(32) \$	(79) \$	73 542 \$	(359) \$	3 019 \$	695 \$	3 355 \$	101 910 \$	98 \$	102 008 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	3 214 \$	4 095 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	532	105
Amortissement	314	313
Impôt différé	(239)	227
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	380	339
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(29)	(28)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(53)	(15)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	592	157
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	397	(11)
Impôt exigible	905	(2 718)
Actifs dérivés	24 156	3 222
Passifs dérivés	(21 999)	(3 337)
Titres détenus à des fins de transaction	2 688	(10 285)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(4 704)	(22 864)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(10 534)	(4 223)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 420	2 808
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(264)	3 703
Dépôts, déduction faite de la titrisation	16 145	42 011
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(971)	2 013
Autres	(9 091)	(7 078)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	17 859	8 434
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	(3 666)	16 218
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	34 282	23 101
Achat de titres de placement	(40 515)	(28 664)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(698)	(590)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(10 597)	10 065
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission de débentures subordonnées	1 500	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	(60)	–
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	22	31
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(1 214)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	–	749
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 019	1 672
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 059)	(1 671)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 841)	(1 608)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(7)	(1)
Variation des emprunts à court terme des filiales	4 491	–
Remboursement d'obligations locatives	(166)	(163)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	3 899	(1 205)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	2 719	23
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	13 880	17 317
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	72 397	113 846
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	86 277 \$	131 163 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés	11 226 \$	1 771 \$
Intérêts reçus	17 492	6 826
Dividendes reçus	832	867
Impôt sur le résultat payé	1 436	3 679

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2 milliards de dollars au 31 janvier 2023 (2 milliards au 31 octobre 2022; 2 milliards au 31 janvier 2022; 2 milliards au 31 octobre 2021).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales (la Banque) offrent, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des produits et services des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Se reporter à la note 13 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2022 et les notes annexes présentés aux pages 150 à 256 de notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 28 février 2023, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2023							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	87 859 \$	– \$	– \$	5 636 \$	5 636 \$	93 495 \$	93 495 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	135 417	10 100	–	–	–	–	145 517	145 517
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	97 003	977	77 056	71 919	175 036	169 899
	135 417	10 100	97 003	977	77 056	71 919	320 553	315 416
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	279 899	–	–	–	48 480	48 480	328 379	328 379
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	84	383	229	–	546 746	525 173	547 442	525 869
Prêts de gros	9 465	3 409	559	–	262 919	257 300	276 352	270 733
	9 549	3 792	788	–	809 665	782 473	823 794	796 602
Autres								
Dérivés	130 120	–	–	–	–	–	130 120	130 120
Autres actifs (1)	3 614	4	–	–	71 513	71 513	75 131	75 131
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	362 \$	22 899 \$			395 026 \$	392 736 \$	418 287 \$	415 997 \$
Entreprises et gouvernements (2)	143	146 499			592 281	591 798	738 923	738 440
Banques (3)	–	10 633			35 999	35 938	46 632	46 571
	505	180 031			1 023 306	1 020 472	1 203 842	1 201 008
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	–			–	–	35 247	35 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	263 269			27 098	27 098	290 367	290 367
Dérivés	131 082	–			–	–	131 082	131 082
Autres passifs (4)	(430)	43			91 115	91 837	90 728	91 450
Déventures subordonnées	–	–			11 530	11 391	11 530	11 391

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2022							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable	Juste valeur		
			Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net			Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
Actifs financiers								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	84 468 \$	– \$	– \$	23 543 \$	23 543 \$	108 011 \$	108 011 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	138 507	9 698	–	–	–	–	148 205	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	92 063	828	77 127	70 073	170 018	162 964
	138 507	9 698	92 063	828	77 127	70 073	318 223	311 169
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	264 665	–	–	–	53 180	53 180	317 845	317 845
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	73	375	218	–	546 767	521 428	547 433	522 094
Prêts de gros	6 914	3 222	563	–	261 833	253 816	272 532	264 515
	6 987	3 597	781	–	808 600	775 244	819 965	786 609
Autres								
Dérivés	154 439	–	–	–	–	–	154 439	154 439
Autres actifs (1)	3 377	–	–	–	73 084	73 084	76 461	76 461
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	298 \$	21 959 \$			382 675 \$	380 396 \$	404 932 \$	402 653 \$
Entreprises et gouvernements (2)	447	152 119			607 304	605 102	759 870	757 668
Banques (3)	–	7 196			36 816	36 758	44 012	43 954
	745	181 274			1 026 795	1 022 256	1 208 814	1 204 275
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 511	–			–	–	35 511	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	248 835			25 112	25 112	273 947	273 947
Dérivés	153 491	–			–	–	153 491	153 491
Autres passifs (4)	(360)	69			90 348	90 160	90 057	89 869
Débiteures subordonnées	–	–			10 025	9 668	10 025	9 668

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2023					31 octobre 2022				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	87 859 \$	– \$		\$ 87 859 \$	– \$	84 468 \$	– \$	\$	84 468 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	15 027	2 953	–		17 980	15 024	3 779	–		18 803
Provinces et municipalités	–	13 752	–		13 752	–	13 257	–		13 257
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	694	30 097	–		30 791	1 254	35 570	4		36 828
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	1 629	1 673	–		3 302	1 325	3 452	–		4 777
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2	–		2	–	2	–		2
Titres adossés à des actifs	–	1 222	–		1 222	–	1 308	2		1 310
Titres non garantis par des créances	–	22 658	–		22 658	–	21 162	7		21 169
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	49 836	3 868	2 106		55 810	46 592	3 593	1 874		52 059
Titres de participation	–	–	–		–	–	–	–		–
	67 186	76 225	2 106		145 517	64 195	82 123	1 887		148 205
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	1 068	3 516	–		4 584	1 226	2 555	–		3 781
Provinces et municipalités	–	2 406	–		2 406	–	2 124	–		2 124
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	–	45 764	–		45 764	440	43 918	–		44 358
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	7 641	–		7 641	–	5 144	–		5 144
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 715	28		2 743	–	2 860	28		2 888
Titres adossés à des actifs	–	7 443	–		7 443	–	7 524	–		7 524
TGC (4)	–	473	–		473	–	524	–		524
Titres non garantis par des créances	–	25 800	149		25 949	–	25 569	151		25 720
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	36	521	420		977	36	395	397		828
Titres de participation	–	–	–		–	–	–	–		–
	1 104	96 279	597		97 980	1 702	90 613	576		92 891
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	279 899	–		279 899	–	264 665	–		264 665
Prêts	–	11 532	2 597		14 129	–	9 673	1 692		11 365
Autres										
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	35 145	246		35 391	–	39 804	263		40 067
Contrats de change	–	82 123	9		82 132	–	99 424	13		99 437
Dérivés de crédit	–	355	–		355	–	388	–		388
Autres contrats	2 220	12 862	75		15 157	3 939	14 786	62		18 787
Ajustements d'évaluation	–	(1 463)	6		(1 457)	–	(2 100)	45		(2 055)
Total des dérivés, montant brut	2 220	129 022	336		131 578	3 939	152 302	383		156 624
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 458)	(1 458)	–	–	–	(2 185)	(2 185)
Total des dérivés	2 220	129 022	336		131 578	3 939	152 302	383		156 624
Autres actifs	1 411	2 194	13		3 618	1 221	2 141	15		3 377
	71 921 \$	683 010 \$	5 649 \$	(1 458)	759 122 \$	71 057 \$	685 985 \$	4 553 \$	(2 185)	759 410 \$
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	23 011 \$	250 \$		\$ 23 261 \$	– \$	22 016 \$	241 \$		\$ 22 257 \$
Entreprises et gouvernements	–	146 642	–		146 642	–	152 566	–		152 566
Banques	–	10 633	–		10 633	–	7 196	–		7 196
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 127	22 120	–		35 247	16 383	19 128	–		35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	263 269	–		263 269	–	248 835	–		248 835
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	33 532	900		34 432	–	39 592	1 122		40 714
Contrats de change	–	77 755	72		77 827	–	94 310	145		94 455
Dérivés de crédit	–	76	–		76	–	125	–		125
Autres contrats	2 529	17 543	622		20 694	3 847	16 663	847		21 357
Ajustements d'évaluation	–	(478)	(11)		(489)	–	(967)	(8)		(975)
Total des dérivés, montant brut	2 529	128 428	1 583		132 540	3 847	149 723	2 106		155 676
Ajustements de compensation	–	–	–	(1 458)	(1 458)	–	–	–	(2 185)	(2 185)
Total des dérivés	2 529	128 428	1 583		132 540	3 847	149 723	2 106		155 676
Autres passifs	405	(792)	–		131 082 (387)	341	(632)	–		153 491 (291)
	16 061 \$	593 311 \$	1 833 \$	(1 458)	609 747 \$	20 571 \$	598 832 \$	2 347 \$	(2 185)	619 565 \$

(1) Au 31 janvier 2023, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 11 661 millions de dollars et à néant (12 273 millions et néant au 31 octobre 2022), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 20 631 millions et à 2 832 millions (23 362 millions et 2 755 millions au 31 octobre 2022).

(2) États-Unis

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(4) Titres garantis par des créances (TGC).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2023, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : Etats, municipalités et organismes américains	4 \$	– \$	– \$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs non garantis par des créances	2	–	–	–	(2)	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7	–	–	–	–	–	(7)	–	–
Titres de participation	1 874	(14)	(25)	250	(20)	41	–	2 106	(32)
	1 887	(14)	(25)	250	(26)	41	(7)	2 106	(32)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	–	–	–	–	–	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	151	–	(1)	–	(1)	–	–	149	s.o.
Titres de participation	397	–	24	–	(1)	–	–	420	s.o.
	576	–	23	–	(2)	–	–	597	s.o.
Prêts	1 692	(52)	(7)	1 193	(120)	28	(137)	2 597	(15)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(859)	5	5	(20)	173	18	24	(654)	8
Contrats de change	(132)	5	8	4	37	–	15	(63)	8
Autres contrats	(785)	(55)	17	(8)	62	(31)	253	(547)	(26)
Ajustements d'évaluation	53	–	–	–	(36)	–	–	17	–
Autres actifs	15	–	–	–	(2)	–	–	13	–
	2 447 \$	(111)\$	21 \$	1 419 \$	86 \$	56 \$	148 \$	4 066 \$	(57)\$
Passif									
Dépôts	(241)\$	(20)\$	1 \$	(35)\$	2 \$	(34)\$	77 \$	(250)\$	(14)\$
Autres									
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(241)\$	(20)\$	1 \$	(35)\$	2 \$	(34)\$	77 \$	(250)\$	(14)\$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	22 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(1)	–	–	(5)	–	(4)	15	(1)
Titres de participation	1 530	74	23	82	(20)	–	–	1 689	94
	1 582	73	24	82	(29)	–	(4)	1 728	93
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	–	–	–	–	–	20	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	3	–	–	–	–	155	s.o.
Titres de participation	334	–	45	6	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	48	6	(1)	–	(35)	524	s.o.
Prêts	1 077	10	(8)	56	(461)	7	(2)	679	10
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(11)	1	1	82	–	7	(555)	(8)
Contrats de change	47	(30)	1	–	(4)	–	(7)	7	(32)
Autres contrats	(393)	61	(8)	(103)	42	(76)	29	(448)	70
Ajustements d'évaluation	20	–	–	–	–	19	–	39	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 204 \$	103 \$	58 \$	42 \$	(371)\$	(50)\$	(12)\$	1 974 \$	133 \$
Passif									
Dépôts	(151)\$	(6)\$	(1)\$	(27)\$	5 \$	(20)\$	78 \$	(122)\$	6 \$
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	–	–	–	(7)	–
	(158)\$	(6)\$	(1)\$	(27)\$	5 \$	(20)\$	78 \$	(129)\$	6 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 18 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (profits de 45 millions au 31 janvier 2022), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2023 comprenait des actifs dérivés de 336 millions de dollars (441 millions au 31 janvier 2022) et des passifs dérivés de 1 583 millions de dollars (1 398 millions au 31 janvier 2022).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des titres de créance du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 435 millions de dollars détenus à titre de placements. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et des prêts en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché et dans l'importance des données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
Revenu d'intérêt et de dividende (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 709 \$	1 419 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	942	77
Instruments financiers évalués au coût amorti	11 686	5 882
	19 337	7 378
Charge d'intérêt (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 240	861
Instruments financiers évalués au coût amorti	6 895	1 246
	13 135	2 107
Revenu net d'intérêt	6 202 \$	5 271 \$

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net : pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, revenu d'intérêt de 133 millions de dollars (196 millions au 31 janvier 2022) et charge d'intérêt de 4 millions de dollars (1 million au 31 janvier 2022).

(2) Inclut un revenu de dividende de 792 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (750 millions au 31 janvier 2022), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres**Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global** (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2023				31 octobre 2022			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	4 840 \$	2 \$	(258)\$	4 584 \$	4 081 \$	1 \$	(301)\$	3 781 \$
Provinces et municipalités	2 891	1	(486)	2 406	2 685	6	(567)	2 124
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	46 990	286	(1 512)	45 764	46 034	343	(2 019)	44 358
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	7 645	4	(8)	7 641	5 154	7	(17)	5 144
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 816	2	(75)	2 743	2 985	1	(98)	2 888
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 538	3	(98)	7 443	7 741	3	(220)	7 524
Titres non garantis par des créances	485	1	(13)	473	547	—	(23)	524
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	26 020	41	(112)	25 949	25 852	51	(183)	25 720
Titres de participation	674	308	(5)	977	551	284	(7)	828
	99 899 \$	648 \$	(2 567)\$	97 980 \$	95 630 \$	696 \$	(3 435)\$	92 891 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 77 056 millions de dollars au 31 janvier 2023 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (77 127 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (19) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2023 ((19) millions au 31 octobre 2022) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2023				le 31 janvier 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	3 \$	1 \$	(23)\$	(19)\$	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	2	–	–	2	–	–	–	–
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	–	(2)	(3)	–	–	(2)	(2)
Écart de change et autres	–	–	1	1	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	4 \$	1 \$	(24)\$	(19)\$	2 \$	1 \$	(14)\$	(11)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2023				le 31 janvier 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	14 \$	– \$	22 \$	5 \$	18 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	4	–	–	4	6	–	–	6
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	(1)	–	(3)	(1)	(1)	–	(2)
Écart de change et autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	10 \$	13 \$	– \$	23 \$	9 \$	17 \$	– \$	26 \$

Note 4 Titres (suite)**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2023				31 octobre 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	96 195 \$	53 \$	– \$	96 248 \$	91 177 \$	56 \$	– \$	91 233 \$
Qualité inférieure	606	–	–	606	680	–	–	680
Titres dépréciés	–	–	149	149	–	–	150	150
	96 801	53	149	97 003	91 857	56	150	92 063
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				977				828
				97 980 \$				92 891 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	75 962 \$	– \$	– \$	75 962 \$	76 035 \$	– \$	– \$	76 035 \$
Qualité inférieure	908	209	–	1 117	898	216	–	1 114
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	76 870	209	–	77 079	76 933	216	–	77 149
Correction de valeur pour pertes de crédit	10	13	–	23	8	14	–	22
	76 860 \$	196 \$	– \$	77 056 \$	76 925 \$	202 \$	– \$	77 127 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 149 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit**Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2023					le 31 janvier 2022				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	432 \$	51 \$	(5)\$	(9)\$	469 \$	416 \$	(6)\$	(5)\$	4 \$	409 \$
Prêts aux particuliers	1 043	169	(83)	–	1 129	1 079	18	(56)	(3)	1 038
Prêts sur cartes de crédit	893	136	(102)	(1)	926	875	65	(71)	1	870
Prêts aux petites entreprises	194	17	(9)	2	204	177	3	(4)	2	178
Prêts de gros	1 574	161	(17)	(38)	1 680	1 797	12	(6)	8	1 811
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45	(4)	–	–	41	75	8	–	–	83
	4 181 \$	530 \$	(216)\$	(46)\$	4 449 \$	4 419 \$	100 \$	(142)\$	12 \$	4 389 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 753 \$				3 999 \$	4 089 \$				4 047 \$
Autres passifs – Dotations	378				403	241				251
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45				41	75				83
Autres composantes des capitaux propres	5				6	14				8

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2023				le 31 janvier 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	235 \$	65 \$	132 \$	432 \$	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	13	(13)	–	–	24	(19)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(6)	10	(4)	–	(2)	2	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(3)	3	–	(1)	(7)	8	–
Originations	30	–	–	30	30	–	–	30
Arrivées à échéance	(4)	(2)	–	(6)	(7)	(3)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(13)	25	15	27	(44)	19	(1)	(26)
Sorties du bilan	–	–	(8)	(8)	–	–	(10)	(10)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	5	5
Écart de change et autres	(1)	–	(8)	(9)	1	1	2	4
Solde à la fin de la période	254 \$	82 \$	133 \$	469 \$	187 \$	85 \$	137 \$	409 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	285 \$	661 \$	97 \$	1 043 \$	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	150	(150)	–	–	170	(169)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(23)	23	–	–	(22)	22	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(13)	13	–	(1)	(12)	13	–
Originations	23	–	–	23	26	–	–	26
Arrivées à échéance	(12)	(25)	–	(37)	(21)	(25)	–	(46)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(138)	231	90	183	(171)	162	47	38
Sorties du bilan	–	–	(112)	(112)	–	–	(86)	(86)
Recouvrements	–	–	29	29	–	–	30	30
Écart de change et autres	1	(2)	1	–	1	–	(4)	(3)
Solde à la fin de la période	286 \$	725 \$	118 \$	1 129 \$	404 \$	547 \$	87 \$	1 038 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	177 \$	716 \$	– \$	893 \$	233 \$	642 \$	– \$	875 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	164	(164)	–	–	146	(146)	–	–
Transferts vers le stade 2	(20)	20	–	–	(23)	23	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(94)	94	–	(1)	(70)	71	–
Originations	4	–	–	4	4	–	–	4
Arrivées à échéance	(1)	(7)	–	(8)	(1)	(7)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(139)	271	8	140	(132)	201	–	69
Sorties du bilan	–	–	(142)	(142)	–	–	(112)	(112)
Recouvrements	–	–	40	40	–	–	41	41
Écart de change et autres	(1)	–	–	(1)	–	1	–	1
Solde à la fin de la période	184 \$	742 \$	– \$	926 \$	226 \$	644 \$	– \$	870 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	73 \$	73 \$	48 \$	194 \$	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	10	(10)	–	–	5	(5)	–	–
Transferts vers le stade 2	(3)	3	–	–	(2)	2	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(1)	1	–
Originations	8	–	–	8	9	–	–	9
Arrivées à échéance	(4)	(6)	–	(10)	(5)	(7)	–	(12)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(12)	13	18	19	(10)	11	5	6
Sorties du bilan	–	–	(11)	(11)	–	–	(6)	(6)
Recouvrements	–	–	2	2	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	2	(1)	2	2	1	(1)	2
Solde à la fin de la période	73 \$	73 \$	58 \$	204 \$	87 \$	56 \$	35 \$	178 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	597 \$	585 \$	392 \$	1 574 \$	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	51	(51)	–	–	108	(107)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(20)	21	(1)	–	(18)	18	–	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(14)	17	–	(1)	(4)	5	–
Originations	153	–	–	153	156	–	–	156
Arrivées à échéance	(118)	(71)	–	(189)	(106)	(107)	–	(213)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(55)	150	102	197	(129)	160	38	69
Sorties du bilan	–	–	(26)	(26)	–	–	(23)	(23)
Recouvrements	–	–	9	9	–	–	17	17
Écart de change et autres	(5)	(8)	(25)	(38)	4	11	(7)	8
Solde à la fin de la période	600 \$	612 \$	468 \$	1 680 \$	580 \$	765 \$	466 \$	1 811 \$

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage, de l'inflation élevée, des limites de capacité de production et de la hausse du taux directeur de la banque centrale, qui entraîneront des récessions modérées au Canada et aux États-Unis au cours de l'année civile 2023. On s'attend à ce que les hausses des taux d'intérêt des banques centrales, y compris au Canada et aux États-Unis, soient probablement à la fin du cycle ou presque. Notre scénario de base tient également compte d'une baisse du prix des maisons au Canada pour la première moitié de l'année civile 2023.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du deuxième trimestre civil de 2023 par rapport à notre scénario de base. Les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au premier trimestre civil de 2023 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. La possibilité d'une récession plus sévère et d'une reprise plus longue par rapport à notre scénario de base, ce qui comprend l'éventualité que des mesures monétaires supplémentaires en réponse à la flambée d'inflation augmente le risque de crédit, est prise en compte dans notre scénario à la baisse général.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

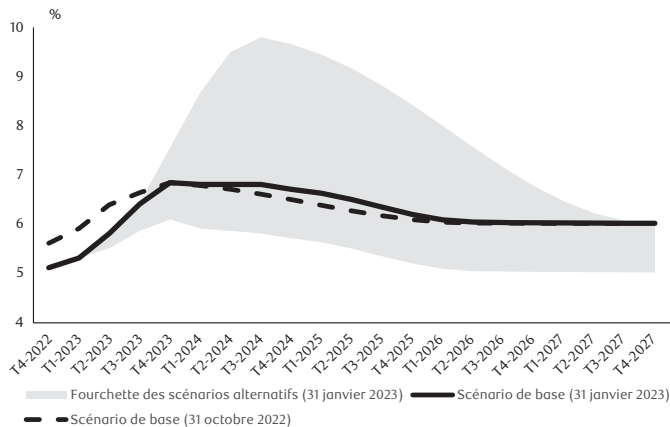
Nous avons réduit la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2022 afin de tenir compte d'une réduction de l'incertitude et d'une probabilité accrue d'une récession modérée, comme le reflète notre scénario de base par rapport aux récessions plus graves reflétées dans nos scénarios de fluctuation à la baisse.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

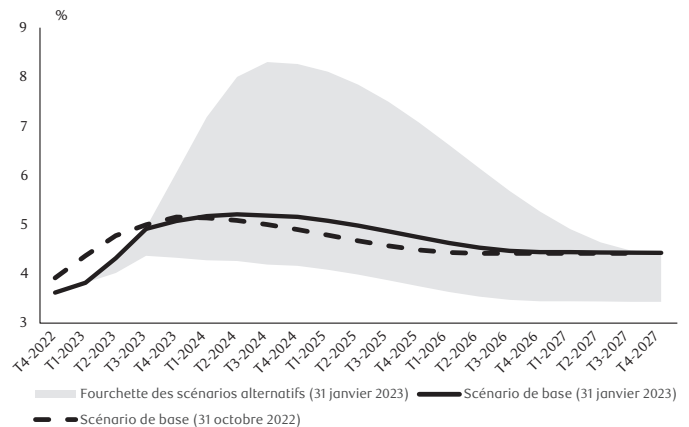
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, les taux de chômage au premier trimestre civil de 2023 devraient augmenter pour atteindre 5,3 % au Canada et 3,8 % aux États-Unis, culminer au quatrième trimestre de 2023 à 6,8 % au Canada et au premier trimestre de 2024 à 5,2 % aux États-Unis, et revenir à l'équilibre à long terme vers la fin de notre horizon prévisionnel.

Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

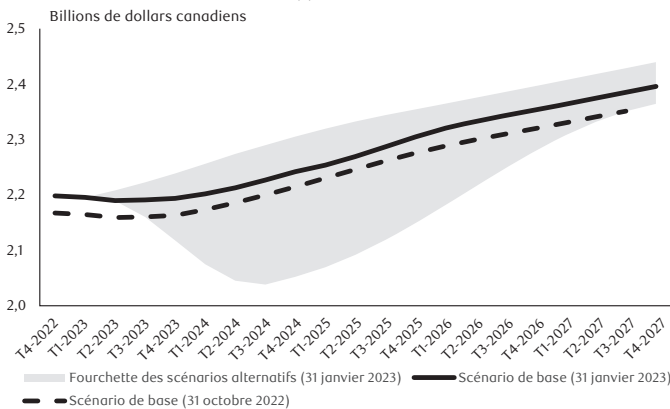
Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

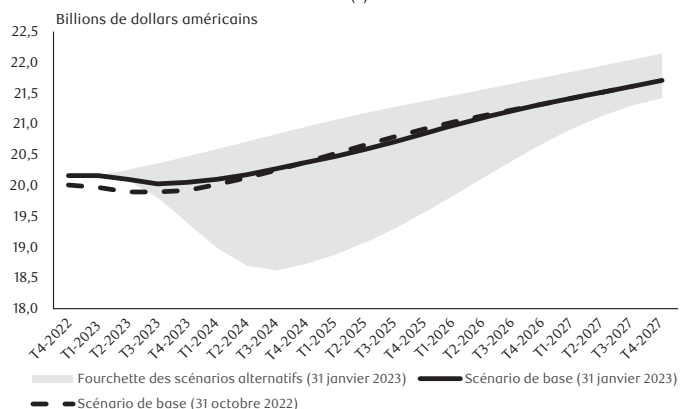
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait ralentir, et une récession modérée devrait avoir lieu aux premier et deuxième trimestres civils de 2023 au Canada, et aux deuxième et troisième trimestres civils de 2023 aux États-Unis. Au quatrième trimestre civil de 2023, les PIB canadien et américain devraient être respectivement de 0,2 % et 0,6 % inférieurs à leur niveau du quatrième trimestre de 2022.

PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.

PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 84 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2023 et à 71 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 27 \$ à 96 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 41 \$ à 73 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 88 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 72 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 2,6 % au cours des 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2023 et afficher un taux de croissance annuel composé de 5,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait une contraction de (1,0) % des prix des maisons à partir du quatrième trimestre civil de 2022 pour les 12 prochains mois et une hausse de 5,2 % du prix des maisons pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2023				31 octobre 2022			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	341 075 \$	3 768 \$	– \$	344 843 \$	340 716 \$	2 573 \$	– \$	343 289 \$
Risque moyen	16 113	1 433	–	17 546	15 035	1 932	–	16 967
Risque élevé	1 250	3 720	–	4 970	1 188	3 125	–	4 313
Non notés (1)	51 441	1 321	–	52 762	51 915	1 304	–	53 219
Dépréciés	–	–	594	594	–	–	560	560
	409 879	10 242	594	420 715	408 854	8 934	560	418 348
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				467				448
Total				421 182 \$				418 796 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	72 387 \$	3 031 \$	– \$	75 418 \$	73 339 \$	2 575 \$	– \$	75 914 \$
Risque moyen	5 184	3 028	–	8 212	5 482	3 780	–	9 262
Risque élevé	358	1 858	–	2 216	836	1 660	–	2 496
Non notés (1)	9 368	98	–	9 466	9 733	104	–	9 837
Dépréciés	–	–	227	227	–	–	200	200
Total	87 297 \$	8 015 \$	227 \$	95 539 \$	89 390 \$	8 119 \$	200 \$	97 709 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	15 063 \$	96 \$	– \$	15 159 \$	15 088 \$	83 \$	– \$	15 171 \$
Risque moyen	1 506	1 524	–	3 030	1 418	1 911	–	3 329
Risque élevé	37	1 315	–	1 352	39	1 255	–	1 294
Non notés (1)	784	33	–	817	751	32	–	783
Total	17 390 \$	2 968 \$	– \$	20 358 \$	17 296 \$	3 281 \$	– \$	20 577 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	8 496 \$	951 \$	– \$	9 447 \$	8 571 \$	838 \$	– \$	9 409 \$
Risque moyen	1 640	975	–	2 615	1 512	1 130	–	2 642
Risque élevé	111	466	–	577	102	375	–	477
Non notés (1)	6	–	–	6	3	–	–	3
Dépréciés	–	–	169	169	–	–	138	138
Total	10 253 \$	2 392 \$	169 \$	12 814 \$	10 188 \$	2 343 \$	138 \$	12 669 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	252 902 \$	1 385 \$	– \$	254 287 \$	247 620 \$	1 041 \$	– \$	248 661 \$
Risque moyen	9 272	267	–	9 539	9 021	246	–	9 267
Risque élevé	870	414	–	1 284	876	367	–	1 243
Non notés (1)	5 872	126	–	5 998	5 668	118	–	5 786
Total	268 916 \$	2 192 \$	– \$	271 108 \$	263 185 \$	1 772 \$	– \$	264 957 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	90 382 \$	291 \$	– \$	90 673 \$	88 513 \$	202 \$	– \$	88 715 \$
Qualité inférieure	146 386	15 670	–	162 056	145 908	15 758	–	161 666
Non notés (1)	10 398	290	–	10 688	11 789	360	–	12 149
Dépréciés	–	–	1 609	1 609	–	–	1 301	1 301
	247 166	16 251	1 609	265 026	246 210	16 320	1 301	263 831
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				12 874				10 136
Total				277 900 \$				273 967 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	297 620 \$	291 \$	– \$	297 911 \$	284 481 \$	179 \$	– \$	284 660 \$
Qualité inférieure	123 907	11 034	–	134 941	126 225	10 657	–	136 882
Non notés (1)	3 568	–	–	3 568	3 692	1	–	3 693
Total	425 095 \$	11 325 \$	– \$	436 420 \$	414 398 \$	10 837 \$	– \$	425 235 \$

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)**Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2023			31 octobre 2022		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 392 \$	173 \$	1 565 \$	1 328 \$	168 \$	1 496 \$
Prêts de gros	1 080	26	1 106	1 279	2	1 281
	2 472 \$	199 \$	2 671 \$	2 607 \$	170 \$	2 777 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Cession importante**Gestion de patrimoine**

Le 23 décembre 2022, nous avons conclu une entente définitive visant la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie à CACEIS (le groupe bancaire d'administration d'actifs de Crédit Agricole S.A. et de Banco Santander, S.A.). L'opération sera soumise aux conditions de clôture d'usage, y compris les approbations réglementaires et antitrust, et devrait être conclue au cours du troisième trimestre civil de 2023. Par suite de la cession, les actifs et les passifs du groupe destiné à être cédé sont classés comme étant détenus en vue de la vente, évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et présentés dans les autres actifs et les autres passifs. Le groupe destiné à être cédé se compose d'actifs de 27 milliards de dollars, principalement composés de dépôts productifs d'intérêts auprès de banques, et de passifs de 26 milliards de dollars, principalement composés de dépôts.

Note 7 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2023				31 octobre 2022			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	195 109 \$	60 439 \$	162 739 \$	418 287 \$	203 645 \$	64 743 \$	136 544 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	307 912	15 058	415 953	738 923	348 004	17 855	394 011	759 870
Banques	7 698	1 146	37 788	46 632	10 458	490	33 064	44 012
	510 719 \$	76 643 \$	616 480 \$	1 203 842 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	140 886 \$	7 226 \$	174 \$	148 286 \$	149 737 \$	7 797 \$	466 \$	158 000 \$
États-Unis	44 851	—	—	44 851	52 702	—	—	52 702
Europe (5)	21	—	—	21	620	—	—	620
Autres pays	7 433	—	—	7 433	7 840	—	—	7 840
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	295 237	16 645	444 655	756 537	305 779	17 982	409 586	733 347
États-Unis	10 219	52 592	90 539	153 350	11 410	57 055	85 111	153 576
Europe (5)	6 457	180	63 137	69 774	28 276	254	52 144	80 674
Autres pays	5 615	—	17 975	23 590	5 743	—	16 312	22 055
	510 719 \$	76 643 \$	616 480 \$	1 203 842 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2023, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 451 milliards de dollars, 38 milliards de dollars, 50 milliards de dollars et 31 milliards de dollars (465 milliards, 35 milliards, 50 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2022, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, les îles Anglo-Normandes, la France et le Luxembourg.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	169 164 \$	159 602 \$
De 3 à 6 mois	79 638	61 996
De 6 à 12 mois	155 578	156 531
De 1 à 2 ans	57 494	49 225
De 2 à 3 ans	45 745	42 809
De 3 à 4 ans	34 562	27 609
De 4 à 5 ans	36 996	33 835
Plus de 5 ans	37 303	32 012
	616 480 \$	563 619 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	570 000 \$	521 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
Coûts des services rendus au cours de la période	48 \$	77 \$	8 \$	10 \$
Coûts des services passés	–	–	–	2
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(40)	(21)	19	16
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	2	1
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	11	59	29	29
Charge au titre des régimes à cotisations définies	85	74	–	–
	96 \$	133 \$	29 \$	29 \$

Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières ⁽²⁾	772 \$	(661)\$	75 \$	(40)\$
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(594)	318	–	–
	178 \$	(343)\$	75 \$	(40)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.
- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Le 15 décembre 2022, le projet de loi C-32 sur la *Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne 2022* (le « projet de loi »), déposé par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale. Le projet de loi modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour mettre en œuvre un dividende pour la relance du Canada (DRC) et une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada applicable aux banques et aux groupes d'assureurs-vie.

Le DRC est un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable moyen de 2020 et de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans. Le DRC a donné lieu à une augmentation de 1,2 milliard de dollars de l'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, dont une tranche de 1 milliard a été comptabilisée dans le résultat net et une tranche de 0,2 milliard, dans les autres éléments du résultat global.

L'augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada correspond à un taux de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022, ce qui a donné lieu à une augmentation du taux d'imposition prévu par la loi au Canada, qui est passé de 26,2 % à 27,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2023.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Débetures subordonnées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débetures subordonnées relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Ces débetures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 2,12 % jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**Actions ordinaires émises (1)**

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2023		le 31 janvier 2022	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)				
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	269	24 \$	407	34 \$
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	—	—	(8 871)	(111)
	269	24 \$	(8 464)	(77) \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2023 et 2022, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre. Le 24 février 2023, la Banque a émis des actions sur le capital autorisé pour satisfaire aux exigences du RRD à un escompte de 2 % par rapport au cours moyen du marché, tel qu'il est défini dans le RRD.
- (2) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2022, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 214 millions de dollars (prix moyen de 136,84 \$ l'action) et une valeur comptable de 111 millions (valeur comptable de 12,45 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)		
Bénéfice de base par action		
Bénéfice net	3 214 \$	4 095 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(44)	(54)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 168 \$	4 039 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 382 754	1 421 807
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,29 \$	2,84 \$
Bénéfice dilué par action		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 168 \$	4 039 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 382 754	1 421 807
Options sur actions (1)	1 756	2 195
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	26	600
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 384 536	1 424 602
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,29 \$	2,84 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, en moyenne 591 472 options en cours au prix d'exercice moyen de 131,64 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022, rubrique mise à jour ci-dessous.

Recours collectif relatif aux indemnités de vacances

Le 29 décembre 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a certifié un recours collectif contre RBC Dominion valeurs mobilières Limitée et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, « RBC DVM »). L'action a été intentée en juillet 2020 et fait valoir des réclamations relatives aux indemnités de vacances légales et de jours fériés versées aux conseillers en placement, aux associés et aux adjoints de notre secteur Gestion de patrimoine – Canada, à l'exception de ceux qui travaillent en Alberta et en Colombie-Britannique. Le 13 janvier 2023, RBC DVM a signifié un avis de requête en autorisation d'interjeter appel de la décision de certification du tribunal. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information financière en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en transférant ses anciennes activités dans des secteurs existants. Nous avons transféré nos services aux investisseurs à notre secteur Gestion de patrimoine, et nos services de trésorerie et services bancaires transactionnels à notre secteur Marchés des Capitaux. Du point de vue de la présentation de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à notre nouveau mode de présentation sectorielle.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	4 007 \$	1 225 \$	– \$	768 \$	202 \$	6 202 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 534	3 360	1 891	2 353	(246)	8 892
Total des revenus	5 541	4 585	1 891	3 121	(44)	15 094
Dotation à la provision pour pertes de crédit	401	66	–	65	–	532
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 545	–	–	1 545
Frais autres que d'intérêt	2 229	3 434	156	1 701	155	7 675
Bénéfice (perte) avant impôt	2 911	1 085	190	1 355	(199)	5 342
Charge (économie) d'impôt	785	237	42	132	932	2 128
Bénéfice net	2 126 \$	848 \$	148 \$	1 223 \$	(1 131) \$	3 214 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	241 \$	301 \$	14 \$	127 \$	– \$	683 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (3)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 229 \$	853 \$	– \$	1 296 \$	(107) \$	5 271 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 574	3 165	1 399	1 696	(39)	7 795
Total des revenus	4 803	4 018	1 399	2 992	(146)	13 066
Dotation à la provision pour pertes de crédit	129	(12)	–	(12)	–	105
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	997	–	–	997
Frais autres que d'intérêt	2 022	2 944	147	1 529	(62)	6 580
Bénéfice (perte) avant impôt	2 652	1 086	255	1 475	(84)	5 384
Charge (économie) d'impôt	678	265	58	353	(65)	1 289
Bénéfice net	1 974 \$	821 \$	197 \$	1 122 \$	(19) \$	4 095 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	233 \$	274 \$	15 \$	126 \$	2 \$	650 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation**

	Au 31 janvier 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
(en millions de dollars canadiens)						
Total de l'actif	605 870 \$	209 759 \$	23 421 \$	1 035 486 \$	58 483 \$	1 933 019 \$
Total du passif	605 798	206 943	23 994	1 038 579	(50 094)	1 825 220

	Au 31 octobre 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux	Total
(en millions de dollars canadiens)						
Total de l'actif	602 824 \$	206 466 \$	21 918 \$	1 025 892 \$	60 119 \$	1 917 219 \$
Total du passif	602 741	206 415	22 588	1 025 603	(48 303)	1 809 044

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin de les rendre conformes à notre nouveau mode de présentation sectorielle.

Note 14 Gestion des fonds propres**Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au premier trimestre de 2023, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 janvier 2023	31 octobre 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	78 055 \$	76 945 \$
Fonds propres de première catégorie	85 357	84 242
Total des fonds propres	96 438	93 850
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	502 807 \$	496 898 \$
Risque de marché	32 635	35 342
Risque opérationnel	78 808	77 639
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	614 250 \$	609 879 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	12,7 %	12,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	13,9 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	15,7 %	15,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 921 \$	1 898 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	173 179 \$	160 961 \$
Ratio TLAC	28,2 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	9,0 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF, révisées pour tenir compte des lignes directrices publiées par le BSIF en réponse à la pandémie de COVID-19. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III.
- (2) Le TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (*Total Loss Absorbing Capacity* [TLAC]) du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts
(États-Unis) :
Computershare Trust
Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions

d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie
Computershare du Canada
100 University Avenue, 8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7802
ou visitez notre site Web au
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux (autres que les porteurs des États-Unis ou du Canada) peuvent être en mesure de recevoir leurs dividendes et/ou leurs distributions dans la monnaie de leur choix.

Computershare offre un service de change international qui permet aux actionnaires internationaux de RBC de recevoir leurs paiements de dividendes et/ou de distributions dans la devise de leur choix. Veuillez consulter le site investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Rachats d'actions ordinaires

Au 31 janvier 2023, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Pour plus de détails, reportez-vous à la rubrique Gestion des fonds propres.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2023

Premier trimestre 1^{er} mars
Deuxième trimestre 25 mai
Troisième trimestre 24 août
Quatrième trimestre 30 novembre

Assemblée annuelle et assemblée extraordinaire des actionnaires ordinaires de 2023

L'assemblée annuelle et l'assemblée extraordinaire des actionnaires ordinaires se tiendront le mercredi 5 avril 2023.

Dates de paiement des dividendes pour 2023

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	15 février 17 août	24 février 24 août

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Tous les renvois à des sites Web sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

© Désignations commerciales déposées de la Banque Royale du Canada. † Toutes les autres désignations commerciales sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.